

Lutte de classe

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)



Manifestation du 1^{er} mai 2014.

- Élections européennes : intérêt et limites des campagnes électorales pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire 1
- Rachat d'Alstom : les bonimenteurs du patriotisme économique 7
- Le Parti de gauche et les élections européennes, entre radicalisme de façade et idées réactionnaires 13
- Avec la crise, le mal-logement et la cherté du logement s'étendent 19
- Les révolutionnaires et la défense de la Sécurité sociale 26
- Hollande et la « Françafrique » : une présence militaire accrue pour renforcer la domination impérialiste 31
- *Annexes*
- Affiche apposée sur les panneaux électoraux 38
- Affiches slogans 38

édité par
**LUTTE
OUVRIÈRE**

N° 160
mai-juin
2014

2 €

Abonnements à *lutte de classe*

Pour un an

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM (voie aérienne) 21 €
- Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient 21 €
- États-Unis, Canada 25 €
- Autres : Amérique, Asie, Océanie 32 €

Pour envoi sous pli fermé : nos tarifs sur demande

Pour la France : tout versement à l'ordre de Lutte Ouvrière par chèque, mandat ou virement à :

LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R

CORRESPONDANCE

France

Lutte Ouvrière

BP 233

75865 Paris Cedex 18

Guadeloupe - Martinique

Combat Ouvrier

BP 213

97159 Pointe-à-Pitre Cedex

Guadeloupe

Site Internet de Lutte Ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union Communiste Internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

Notre « e-mail »

contact@union-communiste.org

LUTTE DE CLASSE

c/o Lutte Ouvrière

BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Édité par Éditions d'Avron - 6, rue Florian - 93500 Pantin

SARL au capital de 7622,45 € - Durée 50 ans

Gérant : Michel RODINSON

Associés : René MARMAROS,

Isaac SZMULEWICZ, Jean-Claude HAMON

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson

Impression : IMS - 93500 PANTIN

Commission paritaire des Publications n° 0419 P 11453

Tirage 5 000 exemplaires

Élections européennes : intérêt et limites des campagnes électorales pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire

À peine nommé Premier ministre, Valls a tenu à montrer, avec rapidité et brutalité, pourquoi il a été désigné. Son plan dit de stabilisation est une déclaration de guerre aux exploités sur le fond et une provocation dans la forme.

Prélever 50 milliards dans les poches des classes populaires pour les mettre à la disposition de la classe capitaliste, voilà à quoi se résume ce plan. Ce n'est pas un tournant, contrairement aux âneries débitées par ceux qui, Parti de gauche et PCF notamment, ont contribué à l'élection de Hollande et ont claironné dans un premier temps leur appartenance à la majorité présidentielle et qui, depuis peu, prennent leurs distances.

Les mesures de Valls s'intègrent tout à fait dans la succession de mesures prises par Hollande et le PS depuis qu'ils assument le pouvoir politique. Mais, en y mettant la forme, Valls a administré la démonstration qu'il exécutera la politique du grand patronat sans état d'âme ni fioritures. Il ne s'est même pas donné la peine de consulter les députés de sa propre majorité qui ont appris par la télévision, comme tout le monde, le contenu de ces mesures décidées en leur nom !

Cela a servi de test pour Valls vis-à-vis du PS, de la gauche à moitié oppositionnelle et aussi des appareils syndicaux. Une démonstration de force qu'il a d'autant plus facilement réussie qu'il ne s'est heurté dans l'immédiat à aucune résistance.

Du côté du PS, la gauche de ce parti, qui au demeurant a des ministres dans le gouvernement, s'est contentée de lamentations, plus sur le fait de n'avoir pas été consultée que sur le fond des mesures. Et même ses états d'âme et la satisfaction affichée par certains députés d'avoir obtenu que le gel des retraites ne soit pas appliqué aux pensions inférieures à 1 200 euros auront servi Valls. La presse et les médias ont plus brodé autour de l'« habileté » de Valls à voler les retraités les plus modestes moins que prévu qu'autour du vol de 50 milliards. La contestation des 41 députés de la gauche du PS a fini par se réduire au geste courageux... de l'abstention. L'expression « godillots » utilisée jadis par la gauche pour moquer

les députés gaullistes s'applique particulièrement aujourd'hui aux députés PS.

« La gauche de la gauche », à commencer par le PCF, s'est montrée tout aussi minable dans cette affaire, ne serait-ce que parce qu'en guise de protestation le PC s'est limité, en gros, à mettre en valeur ce qu'a dit ou a fait la gauche du PS. C'est la démonstration du fait que cette gauche de la gauche est infiniment moins préoccupée par ce que le plan Valls représentera pour ses victimes que par sa stratégie de détacher du PS une fraction suffisante pour constituer une gauche alternative « à vocation gouvernementale », comme aiment à le rappeler les dirigeants du PCF.

À peine les 41 députés du PS se sont-ils abstenus que Mélenchon s'est dépêché de s'adresser à eux pour leur proposer de rejoindre cette hypothétique « gauche alternative », quitte à rester au PS. Et Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, de s'exclamer, dans les colonnes de *L'Humanité* : « Une situation nouvelle à gauche », en annexant à cette gauche nouvelle également les trois députés du Mouvement républicain et citoyen (MRC) et les douze d'Europe écologie-Les Verts (EELV) dont les représentants venaient tout juste de quitter les bancs ministériels.

C'est une lamentable pantalonnade et la démonstration que ce à quoi aspire cette « gauche alternative » encore inexistante, c'est à prendre le relais de la gauche au gouvernement pour poursuivre la même politique.

Les appareils syndicaux et leurs directions ne se sont pas montrés plus agressifs à l'égard de Valls que la gauche politique.

C'est un véritable symbole que même le trajet de cette traditionnelle et innocente manifestation du 1^{er} mai a été raccourci, à Paris, pour se limiter au tronçon Bastille-Nation. D'ici à ce que le cortège se contente de faire le tour de la seule place de la Nation, il n'y a qu'un pas !

Bien sûr, ce n'est pas un cortège de Premier Mai, même dynamique et combatif, qui aurait le pouvoir de faire reculer Valls et, derrière lui, le patronat. Mais les appareils syndicaux tiennent à

faire savoir au gouvernement qu'ils ne veulent se livrer à aucune action intempestive. En d'autres termes, qu'ils laissent les mains libres à Valls.

La manifestation du 15 mai, décidée de longue date par les fédérations syndicales de la fonction publique, aurait pu être l'occasion de faire appel aux travailleurs du privé pour que s'exprime au moins une protestation contre le gouvernement. Si certains syndicats du privé, voire des unions locales, ont décidé de rejoindre cette manifestation, les confédérations se sont bien gardées de lancer un appel national dans ce sens.

La CGT, du moins sa direction confédérale, prend le prétexte d'une série d'appels, corporation par corporation, retraités puis cheminots, séparés des fonctionnaires, etc. Quant à la CFDT, son secrétaire général, Laurent Berger, a déclaré en substance que, si le gouvernement expliquait le pourquoi des sacrifices demandés, ce serait déjà beaucoup mieux.

Et ce sont les mêmes directions syndicales, dont l'une organise par avance la division – mieux, ou pire, la dispersion – et l'autre se comporte en porte-voix du grand patronat, qui affirment en même temps que ce sont les travailleurs qui ne sont pas prêts !

Derrière la complicité objective des dirigeants politiques de la gauche avec ceux des confédérations syndicales, il y a cependant une différence importante.

Les députés du PS peuvent se livrer à la comédie de l'opposition, histoire de se démarquer devant leur électorat d'une politique décidément difficile à assumer (un certain nombre de maires de gauche en ont payé le prix aux dernières municipales). La petite comédie oppositionnelle des députés socialistes s'est déroulée dans l'enclos du Parlement, coupé des classes populaires victimes de cette politique.

Il en va différemment pour les organisations syndicales. Si leurs sommets sont liés à la bourgeoisie et à ses intérêts, les militants syndicaux sont, eux, dans les entreprises. Le nombre de ces militants a beaucoup diminué et leur influence s'est réduite, pour des raisons en grande partie liées aux décisions provoquées par les passages au gouvernement des partis de gauche. Ils sont cependant sensibles à l'état d'esprit des travailleurs. Leur mécontentement se limite à une contestation diffuse de la politique du gouvernement et de l'inaction des directions syndicales.

Mais les dirigeants des confédérations savent qu'ils doivent être encore plus responsables vis-à-vis de la bourgeoisie que ne le sont les députés socialistes. Un petit spectacle parlementaire pour la galerie peut se terminer à la buvette de l'Assemblée, où les députés des différents partis

qui viennent de s'invectiver dans l'hémicycle se tapent dans le dos !

Il n'en va pas de même pour les dirigeants syndicaux. Ce qu'ils disent et font pourrait avoir de tout autres conséquences que ce que disent et font les députés de gauche. Si les confédérations syndicales avaient une attitude plus combative, si elles prenaient des initiatives susceptibles d'entraîner les travailleurs, elles pourraient être prises au sérieux au-delà de ce qu'elles voudraient.

Ce n'est pas pour rien que les dirigeants de telle ou telle catégorie de la petite bourgeoisie peuvent, à l'occasion, se montrer bien plus radicaux dans leur langage et dans leurs actions.

LUTTE OUVRIÈRE DANS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

C'est dans ce contexte qu'auront lieu les élections européennes. Elles n'ont pas d'autre enjeu que de mesurer les rapports de force électoraux entre les formations de la bourgeoisie, essentiellement entre l'UMP, le Parti socialiste et le Front national.

Lutte Ouvrière présentera une liste dans chacune des huit circonscriptions électorales. Elle le fera en commun avec Combat Ouvrier dans la 8^e circonscription qui englobe l'ensemble des départements et des territoires d'outre-mer dispersés sur trois océans.

Nous ne reviendrons pas en détail, ici, sur les axes autour desquels nos listes interviendront dans cette campagne. Le dernier numéro de *Lutte de Classe* a publié la profession de foi des listes Lutte Ouvrière. Nous publions en annexe nos affiches électorales et nos affiches slogans. Disons seulement que, sous la devise « Faire entendre le camp des travailleurs », nous développons dans cette campagne les objectifs qu'il serait nécessaire d'imposer par la force collective afin que les travailleurs ne paient pas la crise de l'économie capitaliste par un recul catastrophique de leurs conditions d'existence. Ces objectifs, les élections européennes qui se déroulent dans l'ensemble du pays nous permettent de les soumettre à l'électorat populaire.

Il ne s'agit évidemment pas d'un programme électoral, mais d'un programme de lutte. L'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'augmentation générale des salaires et des pensions et leur indexation sur les prix, ne pourront être imposées que par des luttes de grande envergure de la classe ouvrière. À bien plus forte raison encore, le contrôle des travailleurs et des consommateurs sur les entreprises et sur l'économie capitaliste n'est pas imaginable sans la mobilisation du prolétariat parvenant à un fort

degré de combativité mais aussi à un haut niveau de conscience politique.

Il est évident que nous ne sommes pas dans cette situation. Alors que la grande bourgeoisie et ses hommes politiques mènent, depuis plusieurs années, la lutte de classe de façon systématique pour favoriser le grand capital malgré la crise, mieux, en profitant de la crise elle-même, la classe ouvrière doit affronter cette offensive sans politique ni préparation. Pire encore, car elle est jugulée par ses propres organisations politiques et syndicales. La classe ouvrière se retrouve désarmée, dispersée, atomisée. Les directions réformistes, au lieu de préparer les travailleurs aux luttes inévitables, les désarment en se faisant, en leur sein, les représentants de la bourgeoisie.

Alors, même si rien n'annonce pour le moment une reprise de combativité dans la classe ouvrière, le rôle d'une organisation communiste révolutionnaire est de propager les objectifs susceptibles de lui servir de programme.

Défendre ce programme de lutte avec l'influence et les moyens d'une petite organisation est une chose. Faire la démonstration que ce programme bénéficie de l'assentiment d'une fraction, même minoritaire, de la classe ouvrière en est une autre. Quand bien même l'assentiment exprimé dans le cadre d'élections n'est qu'une indication, plus il est conséquent, plus cela donne du crédit aux objectifs avancés. C'est un encouragement pour les hésitants.

Pour ce qui est de l'Europe et de son avenir, ces élections européennes ne servent à rien. Leur utilité pour les partis de la bourgeoisie est de mesurer leur influence électorale respective.

Pour les communistes révolutionnaires, l'enjeu de leur présence dans ces élections est de donner à l'électorat populaire un autre choix que celui de se diviser entre les partis de la bourgeoisie.

Même l'abstention, moyen trouvé par l'électorat populaire lors des municipales pour exprimer son écœurement de la politique du gouvernement socialiste, a pu être récupérée par la droite pour s'emparer de mairies. Tant que les exploités ne se retrouvent pas derrière une politique qui représente leurs intérêts, leur silence peut toujours être récupéré par l'une ou l'autre clique des politiciens professionnels de la bourgeoisie. Pour le personnel politique de la bourgeoisie de toutes obédiences, pour qui même leurs propres promesses n'engagent que ceux qui les croient, c'est l'enfance de l'art que d'interpréter les abstentions comme « qui ne dit mot consent ».

Alors, faire en sorte qu'une fraction même très minoritaire de l'électorat ouvrier puisse, en votant pour une liste révolutionnaire, affirmer que, face à la crise et à l'offensive de la bourgeoisie, il y a une

politique qui exprime les intérêts des travailleurs, est déjà une raison suffisante de se présenter.

Mais il y en a d'autres. Les élections à venir ayant pour objet d'élire le Parlement européen, c'est aussi l'occasion de montrer qu'il y a une politique ouvrière face à la prétendue unification européenne.

UNE POLITIQUE INTERNATIONALISTE FACE AUX FAUX DÉBATS DES PARTIS BOURGEOIS SUR L'EUROPE

Une politique communiste s'oppose également sur ce terrain aux politiques défendues par les différents partis de la bourgeoisie.

Les différences qui opposent les partis de la bourgeoisie sur ce qu'ils appellent la « construction européenne » tiennent pour une large part de la démagogie électorale. Il en est ainsi, en particulier, de l'opposition entre les tenants d'un retour à la « souveraineté nationale » et ceux qui sont pour une intégration européenne plus poussée, chaque parti essayant de toucher son électorat sur le terrain où il le croit sensible, à tort ou à raison.

Tant que les grandes multinationales capitalistes et la grande bourgeoisie trouvent utile à leurs affaires ce marché commun qui est le noyau de l'Union européenne, le débat entre les partis de la bourgeoisie, entre plus d'Europe ou plus de souveraineté nationale, relève surtout du spectacle pour la galerie.

S'il est associé au pouvoir, le Front national, qui ajoute de la démagogie contre l'Europe à ses insanités xénophobes, fera ce que la grande bourgeoisie lui demandera.

Il en va de même pour les tenants d'une Europe unifiée. Il est d'ailleurs significatif que même les plus « proeuropéens » en restent à une fédération d'États et ne vont pas au-delà. L'opposition entre les uns et les autres repose cependant sur une contradiction réelle dans les intérêts de la grande bourgeoisie elle-même. D'un côté, pour les grands groupes capitalistes, même l'Europe est depuis longtemps un terrain d'action insuffisant. Ils déploient leurs activités à l'échelle planétaire.

La tendance générale de l'ensemble de l'économie est à cette mondialisation qui, à en croire les discours en direction de leurs électeurs respectifs, donne des boutons à l'extrême droite mais aussi, de Montebourg à Mélenchon, à toute une partie de la gauche.

C'est cette tendance générale qui, en Europe, s'exprime dans la longue et laborieuse « construction européenne », commencée il y a plus d'un demi-siècle par la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui a abouti à l'Union

européenne actuelle, avec son décorum politique et cette monnaie pas tout à fait unique qu'est l'euro.

Mais, justement, si cette construction a été si longue, elle s'avère laborieuse entre États qui abandonnent leur souveraineté à la façon de l'âne qui recule. Car chacune des bourgeoisies de pays impérialistes, qui s'est développée dans le cadre de son État national, continue à lui être attachée pour défendre ses intérêts particuliers.

Les partis politiques de la bourgeoisie se contentent d'exprimer, de façon plus ou moins démagogique, tel ou tel aspect de cette réalité contradictoire, sans que le rapport de force électoral entre eux soit décisif en la matière.

L'avenir de l'Union européenne ne dépend certainement pas de la composition du Parlement européen. Mais, en revanche, les faux débats à ce sujet détournent la classe ouvrière de la politique nécessaire pour être armée face à la bourgeoisie.

S'ajoutent à cela les « dégâts collatéraux » d'une campagne européenne où se donnent libre cours les insanités protectionnistes, chauvines ou xénophobes. Cela infecte d'autant plus l'opinion ouvrière que les partis de gauche reprennent à leur compte une plus ou moins grande partie de ces prises de position réactionnaires.

Les élections européennes donnent au moins une occasion de combattre les idées et les valeurs de la bourgeoisie et de rappeler celles du mouvement ouvrier. Cela ne sera qu'une activité de propagande, mais elle est indispensable.

Le mouvement ouvrier, avant d'être étouffé par les réformismes social-démocrate et stalinien, s'est développé autant grâce à son rôle dans les luttes concrètes du prolétariat qu'à son activité de propagande en son sein, autour des idées de la lutte de classe et de l'internationalisme.

LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES ET LA TACTIQUE ÉLECTORALE

Dans la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire, le choix de l'axe politique dans l'intervention, comme les alliances éventuelles, relève de la tactique. Il dépend de la situation politique, de ce que l'organisation révolutionnaire veut mettre en évidence dans la vie politique ou sociale, mais aussi de son implantation et de sa force.

Pour ce qui la concerne, Lutte Ouvrière a fait, dans le passé, bien des choix tactiques variés.

Notre intervention dans les deux élections successives qui marquent l'année, municipales puis européennes, se situe cependant dans le contexte d'une crise économique qui non seulement souligne d'une manière tangible l'incapacité de la bourgeoisie à maîtriser son propre système

économique, mais qui rappelle d'autant plus cruellement l'incapacité de la classe ouvrière à opposer à cette organisation capitaliste en faillite la perspective d'un renversement de l'ordre bourgeois.

En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière et défendant clairement face à la crise la nécessité de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, les masses ouvrières sont de plus en plus désorientées et poussées vers des choix politiques aux antipodes de leurs intérêts de classe. Le fait même que les problèmes politiques du capitalisme en crise soient gérés ici, en France, par un gouvernement de gauche et la déception que provoque la politique de ce gouvernement, entièrement menée en fonction des intérêts du grand patronat, au lieu d'éduquer les masses sur ce que sont les partis réformistes, démoralisent les travailleurs et accentuent leur désorientation.

Dans une période qui nécessite de manière vitale que la classe ouvrière intervienne sur le terrain politique, avec ses perspectives et ses moyens de classe, cette situation pousse, au contraire, les travailleurs à se détourner de toute politique. L'écœurement devant la politique de la gauche au gouvernement devient le dégoût de toute politique.

LEVER LE DRAPEAU DU COMMUNISME RÉVOLUTIONNAIRE

L'augmentation du nombre d'abstentionnistes dans les milieux populaires montre qu'une partie croissante d'entre eux ne « marche » plus dans l'alternance droite-gauche.

Mais cela ne peut se transformer en une étape dans la prise de conscience qu'à la condition d'être dépassée et que le refus de la politique de la bourgeoisie débouche sur le soutien à une politique correspondant aux intérêts et aux perspectives de classe des travailleurs. Encore faut-il qu'existe un parti crédible qui représente cette politique ! Cela ne surgira pas à partir de rien, ni en un jour, ni d'une seule élection.

Mais les élections elles-mêmes peuvent être des étapes dans l'émergence d'un courant politique présent dans la classe ouvrière sur la base de cette perspective.

En particulier, les deux élections de cette année, complémentaires car les unes ont été locales, avec les soutiens locaux que cela implique, les autres se déroulant dans tout le pays, en même temps d'ailleurs que dans les autres pays de l'Union européenne, donnent ainsi à tous les électeurs la possibilité de s'exprimer. Plus important encore, ces deux élections interviennent alors que les conséquences de l'offensive de la

bourgeoisie se font de plus en plus sentir par la multiplication des licenciements et des fermetures d'usines, par les attaques répétées et graves contre les services publics. Après deux ans de gouvernement PS, un nombre croissant de travailleurs non seulement ne se font pas d'illusions sur le gouvernement mais sont écoeurés par sa politique.

Plus que le résultat des listes Lutte Ouvrière aux municipales puis aux européennes, ce qui compte pour l'avenir, c'est que le courant qui s'affirme dans « le camp des travailleurs » montre sa permanence à travers deux consultations électorales de caractère différent. Pour minoritaire qu'apparaisse le courant qui, en votant Lutte Ouvrière, a approuvé la politique qu'elle a défendue, sa permanence autour de cette politique permettra à l'électorat du monde ouvrier de s'y retrouver. Au fur et à mesure que les événements, que les conséquences de la crise amèneront un nombre croissant de travailleurs à se poser des questions, ils trouveront la réponse des communistes révolutionnaires. C'est la vie elle-même, les coups de la bourgeoisie qui convaincront certains qui hésitent encore aujourd'hui. Mais en tout cas, un drapeau doit être planté.

C'est bien pourquoi, pour une organisation communiste révolutionnaire, la tactique d'alliances à géométrie variable d'une élection à l'autre n'a pas de sens dans le contexte d'aujourd'hui. Les masses ouvrières ne peuvent véritablement être éduquées, prendre conscience de leurs intérêts politiques et aller jusqu'au bout de leurs possibilités, que dans les luttes de classe vivantes. Les luttes politiques à l'occasion d'une campagne électorale n'en constituent qu'un aspect mineur, mais elles en font partie.

Voilà pourquoi il n'était pas question pour Lutte Ouvrière de se fondre dans un magma réformiste constitué autour de Mélenchon et du PCF. Les différentes composantes de cette alliance hétéroclite, bien qu'opposées par des intérêts électoraux particuliers, voire par des ambitions personnelles, se préoccupent aussi peu les unes que les autres des intérêts et de la conscience politique de la classe ouvrière.

Voilà pourquoi il n'était pas non plus question de nous présenter ensemble avec le Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Le simple fait que le NPA se targue d'avoir lancé un appel du pied simultanément en direction de Mélenchon et de Lutte Ouvrière, dont les orientations politiques sont irréconciliables, témoigne du fait que nous avons, décidément, deux démarches très différentes.

Alors, bien sûr, cela amène les journalistes à manifester leur étonnement devant ce qu'ils

appellent la « division de la gauche de la gauche ».

Pour notre part, nous ne nous revendiquons pas de cette gauche de la gauche, mais de la nécessité pour la classe ouvrière de se donner un parti à elle.

Lorsque ce sont les tenants du Front de gauche qui brandissent le mot « unité », leur pression est évidemment intéressée. Mélenchon, associé au PC, a déjà attiré derrière son aventure politique un certain nombre d'organisations ou de regroupements qui se revendiquent de la gauche de la gauche.

C'est dans la nature des choses. Ces groupes ne défendent pas autre chose que Mélenchon, c'est-à-dire de préparer une alternative au PS dans le cadre des institutions de la bourgeoisie. C'est le cas, par exemple, des militants regroupés autour de Christian Picquet, un des premiers à avoir quitté le NPA pour rejoindre Mélenchon, qui viennent d'annoncer qu'ils ne participeront plus pour quelque temps aux réunions de direction du Front de gauche pour la seule raison, ô combien politique, que ce dernier ne leur a pas fait la place qu'ils escomptaient sur les listes électorales !

Au-delà cependant des raisons intéressées qu'a le Front de gauche de regrouper, au nom de l'unité, la « gauche de la gauche », c'est tout le milieu politique et médiatique de la bourgeoisie qui exerce une « pression unitaire » pour forcer tout le monde à entrer dans le cadre des institutions. Cela signifie en clair que les petites organisations sont priées d'accepter de s'aligner derrière de plus grandes qui, toutes, aspirent à gouverner pour la bourgeoisie.

Cette pression, ouverte ou diffuse, pour faire taire les petites formations, s'exerce aussi sur celles qui se placent sur le terrain de la classe ouvrière. Elle influence aussi, bien sûr, l'opinion publique ouvrière, à qui les partis de gauche ont toujours présenté l'union de la gauche comme un gage d'efficacité. Mais cela a toujours abouti à mettre les travailleurs à la remorque des partis bourgeois. Les exploités paient cher aujourd'hui les illusions mises sur l'unité pour faire accéder Hollande à la tête de l'État.

Lutte Ouvrière n'a nulle intention de céder à ces pressions, car l'unité dont il est question n'est pas celle de la classe ouvrière en lutte contre la bourgeoisie, mais l'unité des états-majors – dont certains franchement hostiles à l'idée même de parti ouvrier révolutionnaire – pour faire taire ceux qui défendent une politique de classe et pour contenir les travailleurs au rôle de fantassins électoraux de partis bourgeois avec étiquette de gauche.

D'élections municipales en élections européennes, la présence de Lutte Ouvrière ne prend

sa véritable signification qu'en fonction de la perspective de la construction d'un parti ouvrier communiste révolutionnaire.

C'est une lapalissade d'affirmer qu'une fois la période électorale terminée, l'activité en direction d'un parti ouvrier communiste révolutionnaire continue.

Le résultat des élections municipales et, plus encore, le fait que Lutte Ouvrière a pu rassembler 9 500 femmes et hommes acceptant de se présenter sur nos listes sont la démonstration que la politique défendue dans ces élections correspond aux aspirations au moins d'une minorité dans le monde du travail. Nous ne pouvons que souhaiter que cela soit confirmé lors des élections européennes. Ce soutien est un gage pour l'avenir.

Nous savons bien qu'en la matière le volontarisme seul ne suffit pas. Il n'y aura un parti que

lorsque la classe ouvrière, reprenant confiance en elle, fera surgir de ses rangs des milliers de femmes et d'hommes capables de reprendre cette perspective à leur compte et de gagner la confiance des travailleurs sur cette base. Mais encore faut-il des militants, sûrs de leurs idées, convaincus des perspectives communistes, profondément engagés et ayant la volonté et la capacité de les transmettre à la seule classe susceptible de les réaliser, le prolétariat.

Il leur appartient d'associer à leur activité politique le courant qui s'est affirmé pendant les deux campagnes électorales et de maintenir les liens politiques établis et de faire en sorte que le « camp des travailleurs » continue, une fois les élections terminées, et mène les combats politiques à venir.

9 mai 2014

Rachat d'Alstom : les bonimenteurs du patriotisme économique

En publiant une note révélant des négociations bien avancées entre les dirigeants du groupe Alstom et ceux de General Electric (GE) en vue du rachat de la branche énergie du premier par le second, l'agence Bloomberg, spécialisée dans le suivi des entreprises cotées en Bourse, a mis Hollande et Montebourg dans l'embarras. Une fois de plus, les dirigeants politiques, fussent-ils chefs d'État, sont apparus pour ce qu'ils sont : des sous-fifres que les véritables dirigeants de l'économie, les patrons des grands groupes, et derrière eux les principaux actionnaires, ne daignent informer de leurs projets que lorsqu'ils ont des exigences à formuler auprès de l'État.

Hollande rêvait en janvier dernier de créer un « Airbus de l'énergie » avec Alstom, Siemens et d'autres acteurs européens... Il est en passe de gagner la réputation de « fossoyeur » d'Alstom, quand Sarkozy, malgré les milliers d'emplois supprimés, avait réussi en 2004 à se faire passer pour son « sauveur ».

Quant à Montebourg, c'est une énième humiliation après le rachat, contre son avis, de SFR par Numericable, et après l'échec cuisant de la fermeture des hauts-fourneaux de Florange par Mittal. Ses grands principes sur le patriotisme économique et la sauvegarde des « fleurons industriels français » sont apparus pour ce qu'ils sont : des sornettes.

Pour sauver la face et sembler garder l'initiative, Hollande et Montebourg se sont agités. Ils ont sollicité le groupe Siemens pour faire mine de proposer une alternative au rachat d'Alstom par GE, un autre projet industriel. Ils ont convoqué à l'Élysée les dirigeants des trois groupes. De leur côté, Patrick Kron et Jeffrey R. Immelt, les PDG d'Alstom et de GE, ont improvisé une campagne de communication, courant les plateaux de télévision, pour vanter leur projet et affirmer, sans rire, leur attachement à préserver l'emploi en France.

Le grand cirque des uns et des autres serait cocasse s'il ne s'agissait pas du sort de milliers de travailleurs. Défenseur de l'emploi, Alstom ? Mais elle a annoncé à l'automne 2013 un plan de 1 300 suppressions d'emplois en Europe, dans l'informatique et la construction des centrales électriques. En 2011, c'est dans la branche transport que 1 400 emplois avaient été supprimés

tandis qu'un autre plan, supprimant plusieurs milliers d'emplois, était déjà en cours dans l'énergie. Défenseur de l'emploi, GE ? Mais la suppression de 130 des 2 000 emplois de l'usine GE de Belfort est en cours, 180 viennent d'être annoncées parmi les 2 400 emplois de la branche imagerie médicale de GE à Buc dans les Yvelines. Dans ce secteur, il n'y a pas eu moins de neuf plans sociaux en douze ans.

Alstom et GE, tout comme Siemens, se comportent comme tous les grands groupes dans tous les secteurs économiques : leurs dirigeants restructurent en permanence, rachètent et vendent des usines partout dans le monde, suppriment des emplois, intensifient la productivité, aggravent l'exploitation, réduisent leurs coûts de production. Ils ont pour seule feuille de route d'améliorer sans cesse la rentabilité de leur groupe pour satisfaire au mieux les actionnaires. Ces grands actionnaires prennent seuls, dans le secret de leurs conseils d'administration, des décisions qui ont des conséquences sociales et économiques dans tous les pays où sont installées leurs filiales. Et le seul rôle qu'ils laissent aux dirigeants politiques, c'est justement de gérer politiquement les faux frais de leurs décisions, de faire avaler aux travailleurs et à la population les plans de licenciements et les fermetures d'usines.

UNE ÉCONOMIE NOYÉE SOUS LES LIQUIDITÉS FINANCIÈRES

Ce rachat de la branche énergie d'Alstom par le groupe GE, capable de proposer 12,5 milliards d'euros immédiatement disponibles, s'inscrit dans un contexte où les marchés financiers dégoulinent de liquidités. Les entreprises, les assureurs, les fonds d'investissement ou les fonds spéculatifs – si tant est que l'on puisse les distinguer – disposent de tellement de capitaux empruntables que « *tout est possible* », selon un banquier parisien cité par le journal *Le Monde* du 26 avril, qui ajoutait : « *Tout s'achète, tout se finance.* »

Cette abondance financière a relancé les opérations géantes de fusions-acquisitions. Du rachat de SFR par Numericable, à la barbe de Bouygues malgré les 15 milliards d'euros que ce dernier avait mis sur la table, à la fusion des cimentiers Lafarge et Holcim, en passant par les grandes

manœuvres en cours dans la pharmacie, ces opérations font rage depuis quelques mois.

D'un claquement de doigts, la direction d'Apple va emprunter plus de 90 milliards de dollars d'ici 2015 pour racheter ses propres actions afin de les détruire et faire monter mécaniquement la valeur de celles restant entre les mains des actionnaires. D'autres entreprises empruntent sur les marchés financiers pour verser des dividendes supérieurs à leurs bénéficiaires. Volvo a ainsi versé 700 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2013 alors qu'elle n'a annoncé qu'un bénéfice net de 411 millions d'euros. La direction d'Alstom aurait elle-même emprunté 1,5 milliard en 2013 pour rémunérer ses principaux actionnaires.

Autre indicateur de cette abondance financière, les banques et les financiers s'arrachent les dettes souveraines, ces bons du Trésor émis par les États pour financer leur déficit budgétaire, y compris ceux des États mal cotés par les agences financières car considérés comme risqués et surendettés. Ainsi la Grèce ou le Portugal, dont la population est saignée sous prétexte de réduire la dette publique, à qui l'on rabâche qu'il faut assainir les comptes publics pour rassurer justement les marchés financiers, ont pu obtenir en avril un emprunt à cinq ans avec un taux d'intérêt de moins de 5% ! Il y a deux ans à peine, la Grèce devait payer 10 à 15% pour les mêmes emprunts.

Cette abondance financière est entretenue par la politique des grandes banques centrales, de la FED, aux États-Unis, à la Banque d'Angleterre en passant par la BCE (Banque centrale européenne). Celles-ci n'ont cessé de baisser leurs taux directeurs depuis la crise de 2008, permettant aux banques d'emprunter quasiment à taux zéro. Depuis trois ou quatre ans, elles rachètent à tour de bras toutes sortes de « papiers », des dettes souveraines mais aussi des titres de crédits beaucoup moins solides. Elles délestent ainsi les capitalistes de leurs titres risqués, du type des subprimes, ces prêts immobiliers douteux sur lesquels la spéculation a déclenché en 2008 une vaste crise financière mondiale, et elles alimentent toujours plus les marchés en masses monétaires disponibles. Comme les « investisseurs » ne veulent pas investir dans de nouvelles productions, de nouveaux ateliers, de nouvelles constructions, ils utilisent ces capitaux pour racheter leurs concurrents ou leurs propres actions.

Dans le cas de GE, s'ajoute une autre source de liquidités. Comme tous les grands groupes américains, pour éviter de payer trop d'impôts aux États-Unis où les bénéficiaires des sociétés peuvent être taxés jusqu'à 39% – plus que les 33% dont les patrons français se plaignent tant – GE maintient une grande partie de sa trésorerie dans les

pays où sont installées ses filiales. Elle dispose ainsi de près de 80 milliards d'euros répartis dans le monde entier. GE n'est d'ailleurs pas seulement un géant de l'électricité sous toutes ses formes. C'est aussi une banque dont l'activité représente le tiers du chiffre d'affaires global du groupe.

Les fusions-acquisitions, le rachat de ses propres actions ou l'emprunt pour augmenter les dividendes versés aux actionnaires ne sont pas des phénomènes nouveaux. C'est l'une des formes que prennent la concentration des capitaux et l'hypertrophie de la finance. Mais justement, cette gangrène financière prend des proportions toujours plus délirantes dans une économie mondiale qui regorge de capitaux à l'affût de placements rentables à court terme.

Ce comportement n'est réservé ni aux fonds de pension, ni aux capitalistes étrangers. L'épisode Alstom a révélé au grand public que Bouygues n'était pas seulement un géant du BTP, de la téléphonie ou de l'audiovisuel. En 2006, il a racheté les 21% de parts du capital que l'État avait acquises en 2004, sous l'égide de Nicolas Sarkozy alors ministre de l'Économie, pour renflouer Alstom, avant de les porter à 30%. Aujourd'hui, pour diverses raisons, dont la crise économique en Europe qui ralentit visiblement les affaires, Alstom semble être un placement moins rentable. Le bétonneur Bouygues se comporte alors comme n'importe quel fonds d'investissement et retire ses billes pour les placer ailleurs. Non seulement Bouygues va réaliser une plus-value comprise entre 1 et 2 milliards d'euros en revendant ses parts, mais selon le journal *Les Échos*, entre 2007 et 2013, Alstom a reversé officiellement, après impôts, 1,5 milliard d'euros à la société Bouygues et le double aux autres actionnaires. Bouygues n'est pas un opérateur financier anonyme ni un fonds de pension américain mais un capitaliste bien français, l'un des plus en vue de ce pays, auquel les gouvernements successifs ont toujours déroulé le tapis rouge.

LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE ET LE GRAND CIRQUE SUR LE « FLEURON INDUSTRIEL FRANÇAIS »

Que toute « l'affaire » Alstom ait été déclenchée par la volonté de Bouygues de se débarrasser des 30% du capital qu'il possède rend particulièrement ridicules les gesticulations sur la défense des « fleurons industriels français » et de « notre indépendance énergétique » que l'on a vues de tous côtés.

Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, informé avec retard et par la presse des tractations en cours sur l'avenir d'Alstom, n'a pas craint de proclamer « *la vigilance patriotique* » du

gouvernement face au « *risque sérieux de perte d'un centre de décision ou sur le nombre d'emplois perdus ou créés dans de telles opérations* ». Il a affirmé « *le désir du gouvernement de renforcer notre base industrielle française en obtenant des relocalisations industrielles en France* ».

Montebourg n'est pas stupide au point de croire lui-même à son discours de bateleur de foire. Il sait parfaitement que la décision n'appartient pas au gouvernement mais aux actionnaires. Il sait bien qu'Alstom a supprimé des milliers d'emplois depuis dix ou quinze ans, en France comme dans le monde et cela même après la prise de participation de l'État en 2004, tandis que la précarité, le recours aux prestataires, aux intérimaires, explosaient dans les usines du groupe. Il sait qu'un rachat par Siemens, la solution qu'il a préconisée avec insistance, risquerait de supprimer plus d'emplois encore qu'un rachat par GE, du fait des nombreux doublons dans plusieurs pays, entre les deux groupes. Il sait parfaitement que l'entreprise « française » Alstom emploie bien plus de salariés à l'étranger (75 000) qu'en France (18 000) alors que « l'américaine » GE emploie de son côté 11 000 travailleurs dans une vingtaine d'usines de ce pays et 80 000 dans toute l'Europe. De son côté, « l'allemand » Siemens emploie plus de 8 000 salariés dans une douzaine d'usines en France sur les 360 000 du groupe.

Quant au « savoir-faire industriel français » qui risquerait de passer sous contrôle étranger, il suffit de rappeler qu'en 1999, GE a racheté la production des turbines à gaz d'Alstom fabriquées jusque-là... sous licence américaine. En parallèle, Alstom avait racheté de son côté la production des turbines du groupe helvético-suédois ABB. Depuis cette date, le site de Belfort est partagé entre une usine GE et des usines Alstom. Les travailleurs des deux entreprises, artificiellement séparés par de multiples divisions, déjeunent encore à la même cantine. Vivant dans les mêmes cités, partageant la même vie, ils sont bien placés pour savoir que les deux employeurs suppriment des emplois et aggravent la précarité de la même façon. La seule différence entre les deux entreprises, ce sont des salaires légèrement meilleurs chez GE ! Autant dire que le slogan « *Tout sauf GE* » rabâché par Montebourg ne risque pas d'abuser les travailleurs d'Alstom.

En faisant son numéro, Montebourg tente surtout de faire oublier l'impuissance totale du gouvernement dans la marche de l'économie. Il met en scène son personnage de « héraut du patriotisme économique », en espérant abuser une fraction de l'électorat populaire, inquiet des suppressions d'emplois dans l'industrie.

De son côté, son comparse mais néanmoins

concurrent Jean-Luc Mélenchon a choisi le même créneau cocardier et s'adresse particulièrement à l'électorat préparé de longue date par le PCF à l'idée qu'il faudrait « produire français ». Obligé d'en rajouter sans cesse dans la démagogie, il est allé jusqu'à présenter la prise de contrôle d'Alstom par une entreprise étrangère, qu'il s'agisse de GE ou de Siemens, comme « *une trahison de la souveraineté nationale* ». Il a même dégoté un obscur article du code pénal qui punit « *l'atteinte aux intérêts économiques fondamentaux du pays* ». Rien de moins !

Montebourg et Mélenchon, l'un au pouvoir l'autre aspirant à y revenir, sont deux bonimenteurs qui distillent le poison du nationalisme. Ils visent à obscurcir ainsi la conscience des travailleurs en les divisant et en les détournant des vrais responsables de la crise et des licenciements, des vrais maîtres de la société que sont les grands groupes capitalistes, qu'ils soient français, américains, britanniques ou allemands.

DES GROUPES CAPITALISTES MULTINATIONAUX QUI CONTRIBUENT À LA SOCIALISATION DE LA PRODUCTION À L'ÉCHELLE MONDIALE

GE, Siemens et même Alstom, malgré sa taille nettement inférieure, sont des trusts multinationaux comme la plupart des grands groupes dominant l'économie mondiale. Cela ne les empêche pas de conserver des relations privilégiées avec l'État impérialiste au sein duquel ils se sont développés. Celui-ci est un peu le garant en dernier ressort de leurs intérêts. C'est lui qui réinjecte par exemple des capitaux quand les actionnaires privés sont défaillants ou lorsqu'il faut moderniser les installations sans qu'ils ne déboursent un centime. Les diplomates et les dirigeants politiques de cet État se transforment en agents commerciaux pour ces grands groupes à chaque visite dans un pays dit émergent.

Mais ces groupes sont en relation avec un grand nombre d'États, à la fois leurs clients et leurs partenaires. Ils jouent les uns contre les autres pour obtenir les meilleurs avantages, les impôts les plus bas, les obligations sociales les moins contraignantes et surtout des commandes publiques. Toutes les entreprises implantées en France, quelle que soit la nationalité de leurs actionnaires, profitent par exemple des pôles de compétitivité ou du crédit impôt recherche, ces deux outils magiques qui permettent aux capitalistes de faire financer des pans entiers de leur recherche et développement par de l'argent public. Les collectivités locales sont tout aussi généreuses avec Alstom qu'avec Siemens ou GE selon les usines implantées sur leur territoire

pour viabiliser des terrains, racheter des locaux qu'elles leur louent ensuite avec un faible loyer.

Comme le faisait remarquer avec flegme Jeffrey Immet, le PDG de GE, interrogé le 30 avril dans le journal télévisé de France 2 à propos de sa rencontre avec Hollande à l'Élysée: «*Nous intervenons dans 170 pays différents, chaque pays a ses spécificités et ses difficultés. Nous nous adaptons à chaque situation.*» Il n'y a pas besoin d'une longue explication pour comprendre que ce groupe, avec un chiffre d'affaires de quelque 100 milliards d'euros, qui emploie plus de 300 000 salariés dans le monde, est plus puissant que la plupart des États dans lequel il intervient. Il en est de même pour Siemens avec 360 000 salariés dans des dizaines de pays.

Les démagogues, de gauche ou de droite, dénoncent la mondialisation capitaliste et défendent une «*industrie nationale*», aussi stupide que chimérique. Mais il y a plus d'un siècle que les grands groupes industriels se sont développés par-dessus les frontières et l'étroitesse des marchés nationaux.

Par bien des aspects, ces groupes ont rationalisé et socialisé des pans entiers de la production à l'échelle de la planète préparant ainsi le terrain à la planification de l'économie. Mais ils l'ont fait dans le cadre de la propriété privée des moyens de production, non pour satisfaire les besoins de toute la société le plus efficacement, au moindre coût social et écologique, mais pour satisfaire les intérêts immédiats des actionnaires. Produits de toutes les contradictions du capitalisme, ils l'ont fait en conservant et en entretenant toutes les divisions de la société. S'ils sont souvent plus puissants que les États, ils n'ont aboli ni les frontières ni le morcellement national. Ils sont capables d'aggraver ce morcellement national, d'encourager les séparatismes et de provoquer des sécessions régionales, si cela leur facilite par exemple l'accès aux matières premières ou à leur acheminement. Si ces trusts ont le monopole sur des pans entiers de la production, ils n'ont pas aboli la concurrence, qui renaît sans cesse sous le capitalisme et provoque des faillites, des restructurations, des rachats suivis de fermeture d'usines.

Il y a un siècle, Lénine faisait déjà ce constat sur le développement des grands groupes

monopolistes. Énumérant, dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* (1916), les caractéristiques de ces grandes entreprises géantes «*qui organisent méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux tiers ou des trois quarts des matières premières*» et dont «*un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives de la production de toute une variété de produits*», il concluait: «*Quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs (...) alors il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée.*»

Pour Lénine, seul le prolétariat pouvait éliminer cette contradiction en expropriant la bourgeoisie c'est-à-dire en socialisant non seulement la production, mais les moyens de production eux-mêmes, leur gestion, leur direction, leur propriété. Certains réformistes et opportunistes de son époque tiraient, eux, de cette évolution du capitalisme vers l'impérialisme et vers la formation de groupes industriels géants, multinationaux, la conclusion que la société passerait en quelque sorte «*naturellement*», sans révolution sociale, du capitalisme au socialisme. La première guerre impérialiste suivie de la vague révolutionnaire en Europe apporta l'illustration du contraire.

Un siècle plus tard, la bourgeoisie n'a toujours pas été expropriée. Le parasitisme du capital financier sur le capital industriel que décrivait déjà Lénine a pris des proportions inouïes. Entretiens, la mondialisation de l'économie s'est encore renforcée et la production est encore plus socialisée. Les lointains descendants des opportunistes de l'époque défendent aujourd'hui la «*démondialisation*» et le protectionnisme. Pour les communistes révolutionnaires, c'est plus que jamais le capitalisme et la propriété privée des moyens de production qu'il faut éliminer.

6 mai 2014

Le Parti de gauche et les élections européennes, entre radicalisme de façade et idées réactionnaires

En février dernier, le conseil national du Parti de gauche écrivait que « *le temps est venu (...) de construire une opposition de gauche à ce gouvernement avec l'objectif de créer les conditions d'une majorité de gauche alternative* ». D'où l'adresse à tous ceux qui « *contestent cette politique au sein de la gauche* » et les « *propositions de listes communes aux municipales avec EELV (les Verts) ou encore avec des militants PS qui acceptent de travailler avec nous au regroupement de toutes celles et tous ceux qui refusent l'austérité* ». Dans ce contexte, concluait le conseil national du PG, « *les élections européennes restent le grand rendez-vous où nous ambitionnons de passer devant les listes gouvernementales* »¹. Des perspectives ambitieuses... et beaucoup d'effets de manche!

UN PETIT PARTI BOURGEOIS AVEC DE GRANDES AMBITIONS

Si le Parti de gauche est relativement jeune, Mélenchon, son dirigeant, n'est pas le dernier tombé dans le marigot politicien. Après un bref passage à l'OCI après 1968, Mélenchon s'est assuré entre 1976 et 2008 une carrière d'homme d'appareil au sein du Parti socialiste. Fervent partisan de Mitterrand, il fut en 1981 secrétaire départemental de l'Essonne à l'âge de 30 ans, sénateur à 35 ans, ministre délégué à l'Enseignement professionnel entre 2000 et 2002, dans le gouvernement Jospin. Au sein du PS, il fut surtout un soutien des autres : après Mitterrand, ce furent Dray, Emmanuelli, et finalement Fabius. La place qu'il occupait dans le parti était en fait marginale et ne devait pas le satisfaire. Ce furent la traversée du désert que connut le PS après la défaite au premier tour de Jospin à l'élection présidentielle de 2002 et le discrédit de plus en plus avéré de ce parti dans toute une partie de l'électorat de gauche, qui convainquirent Mélenchon qu'il avait peut-être une carte personnelle à jouer. Car si le PS se coupait d'une partie de son électorat traditionnel (le rejet du traité constitutionnel européen lors du référendum en 2005, alors que le PS avait

appelé à voter pour, en fut un épisode), l'autre grand parti de gauche, le PCF, était lui aussi en plein recul électoral. C'est ce vide politique entre PS et PCF que Mélenchon chercha à occuper, après la défaite du PS à la présidentielle de 2007.

En février 2009, Mélenchon, avec quelques milliers de militants rompant avec le PS, fonda le Parti de gauche. La perspective immédiate était l'alliance électorale avec le PCF au sein d'un « Front de gauche » pour les élections européennes de juin de cette année-là. Cette alliance électorale lui permit d'abord de devenir député européen. Et comme le PCF ne se remettait toujours pas de son 1,9% obtenu à l'élection présidentielle de 2007, Mélenchon fut désigné comme le candidat commun du Front de Gauche pour l'élection présidentielle de 2012.

Malgré tout cela, cinq ans après sa fondation, le Parti de gauche est toujours un petit parti qui revendique 12 000 adhérents. S'il existe politiquement, c'est grâce au Front de gauche et, au sein de ce dernier, grâce aux forces du PCF, dix fois supérieures en termes d'adhérents à celles du PG, et dont le réseau est encore bien plus vaste. Mais il est certain que leur attelage n'est pas de tout repos : un parti réformiste comme le PCF, qui compte des milliers d'élus et qui compte d'abord et avant tout les garder, recherche des accords avec le PS même quand le PS mène au gouvernement une politique résolument antiouvrière, quitte à démoraliser encore plus sa base. Tandis que le PG, qui n'a que très peu d'élus, ne peut exister qu'en se démarquant nettement du PS. D'où les divergences affichées entre les deux partenaires lors des élections municipales.

En février dernier, à la veille des élections municipales, les déclarations de Mélenchon à l'adresse des Verts et de militants du PS avaient donc aussi pour but de faire pression sur le PCF, en lui montrant que le PG peut s'associer d'autres forces et en mettant dans la balance les 11% réalisés à l'élection présidentielle sur le nom de Mélenchon.

Mais quoi qu'il en soit, avec le PCF ou avec les Verts et des dissidents du PS, ces manœuvres politiques sont caractéristiques de ce que sont

¹ Résolution politique du conseil national du PG (15 et 16 février 2014), publiée en ligne le 6 mars 2014.

et de ce que veulent les dirigeants du PG. Pour eux, il s'agit, aujourd'hui, de regrouper une « opposition de gauche », à partir de composantes issues de la majorité actuelle, à partir de ceux qui veulent se démarquer de la politique actuelle de Hollande, même s'ils ont appelé à voter pour lui et l'ont cautionné pendant des mois. Une opposition dont la base politique ne transpire pas le radicalisme ! Au lendemain des élections municipales, le PG a d'ailleurs explicitement renouvelé son offre d'alliance à EELV (dans une « adresse au conseil fédéral d'EELV » datée du 3 avril), cette fois-ci pour les élections cantonales et régionales de 2015. Et Mélenchon vient de lancer un appel à ces 41 députés qui, lors du vote du plan Valls dit de « stabilité budgétaire », c'est-à-dire un plan d'attaque brutal contre les travailleurs et les retraités, ont poussé l'audace jusqu'à... s'abstenir. Cette opposition de gauche, qui ambitionne de devenir « majorité alternative » se dit ouvertement et sans fard prête à gouverner « sans attendre 2017 »¹, ce qui veut dire qu'elle affirme qu'elle est prête à fournir à Hollande un nouveau Premier ministre et un nouveau gouvernement, si les conditions s'y prêtent.

Les chats ne font pas des chiens, et le PG est bien un petit parti bourgeois qui, à coups d'alliances et de coalitions avec d'autres courants bourgeois, cherche à se frayer une voie vers le pouvoir gouvernemental. Un parti de même nature sociale que le PS, mais qui compte sur le discrédit accéléré du PS, ainsi que sur son positionnement qu'il veut plus à gauche, pour y parvenir à son tour.

De leur point de vue, le résultat des listes Front de gauche aux élections européennes sera important. Le PG le dit ainsi : « les élections européennes peuvent être l'étape majeure de la construction d'une majorité alternative de gauche ». L'objectif affiché est de passer devant ses concurrents de gauche, c'est-à-dire devant le PS et devant les Verts. Les résultats aux élections municipales des différentes listes PCF, PCF-PG ou PG-NPA montrent qu'il est peu probable que ce soit le cas. Mais, un résultat relativement important par rapport au PS permettrait d'abord de ressouder un Front de gauche qui apparaît très divisé. Cela leur permettrait aussi de se poser en rassembleur des déçus de gauche. Et enfin, si tout cela se produit, ils seraient en mesure de fournir « une majorité alternative », c'est-à-dire un remplaçant à Valls si les conditions sociales et politiques l'exigeaient, en cas de crise politique par exemple. En tout cas, tel est leur calcul et telles sont leurs ambitions.

1 Résolution sur les élections européennes du conseil national du PG, publiée en ligne le 6 mars 2014.

COMBATTRE LES IDÉES NATIONALISTES DU FRONT NATIONAL OU LES RENFORCER ?

Pour obtenir des voix, puisqu'il s'agit de cela, le Parti de gauche a choisi de s'adresser à ceux qui rejettent l'Europe. Les 15 et 16 février dernier, le conseil national du PG indiquait que les listes Front de gauche « seront donc celles de la rupture avec l'actuelle UE et ses traités, en vue de la refondation de l'Europe » car « le rejet de l'Union européenne n'a jamais été aussi fort dans le pays et notamment au sein des classes populaires. (...) Les sirènes anti-Europe du Front national trouvent écho auprès de cet électorat. Notre rôle est de rassembler le peuple de gauche, mais aussi d'apporter une réponse forte à ce désespoir et d'incarner la colère populaire. » Le Parti de gauche entend donc contester au Front national les voix que ce dernier compte faire sur cette base.

Le PG a détaillé, dans un texte² publié en novembre 2013, son argumentation. Il y explique ce que son porte-parole répète en boucle, que les causes de la régression sociale sont à chercher dans la façon dont l'Union européenne a été construite. Le problème serait donc les différents traités européens, en particulier celui de Lisbonne et la place prédominante de l'Allemagne. C'est pourquoi le PG dit, dans un paragraphe intitulé « en finir avec l'Europe austéritaire de Schulz³ et de Merkel », les choses suivantes : « Les gouvernements successifs allemands, érigés en exemple, ont réussi à imposer une vision de l'Europe étroitement liée au modèle capitaliste de ce pays. Digne héritier du mark allemand, l'euromerkel a été conçu pour être une monnaie forte (...) Pire, en s'appuyant sur l'exportation à outrance, le modèle économique allemand est source de concurrence et de conflits entre les États européens. L'intransigeance égoïste d'Angela Merkel conduit l'Europe à la catastrophe. Car c'est ce modèle qui, non content de les avoir insultés et dénigrés, est en train de faire le calvaire des Grecs et de nombreux peuples européens. Il menace également les Français... »

S'attaquer au « modèle capitaliste allemand », comme le fait le PG, laisse supposer qu'il y aurait un modèle capitaliste meilleur. Cela lui permet même d'exonérer de leurs responsabilités les capitalistes eux-mêmes puisque les attaques antiouvrières ne seraient pas de leur fait, mais une question de « modèle ». Mais il y a plus grave encore. En adoptant un ton nettement antiallemand, le PG a choisi d'entonner les trompettes

2 « Sortons de l'Europe austéritaire ! Désobéir pour ne plus subir », texte du conseil national du PG daté du 3 novembre 2013

3 Martin Schulz est un des leaders du Parti social-démocrate allemand et le candidat pour les partis socialistes d'Europe à la présidence de la commission européenne

nationalistes parce qu'il pense que c'est électoralement porteur. Il se met de fait sur le même terrain que le FN qui, en la matière, aura toujours une longueur d'avance. Mais que le PCF et le PG adoptent ce discours nationaliste n'est pas indifférent. En faisant cela, ces politiciens, qui se disent de gauche, cautionnent auprès des travailleurs et des militants ouvriers et syndicalistes, des idées nauséabondes qui portent la division et les orientent vers des impasses. Ne serait-ce que pour cela, il faut s'opposer à eux et à leurs idées. Et il faut dénoncer le patronat comme responsable, et en premier lieu, le patronat que l'on a sous la main, là où l'on vit et là où l'on milite. Ainsi, les Peugeot ou Pinault n'ont pas besoin du « modèle capitaliste allemand » pour licencier et fermer des usines. Les banques françaises, étant donné la masse de leurs investissements en Grèce, ont été parmi les plus intéressées au « redressement » des finances de ce pays. Un redressement que les travailleurs grecs payent effectivement cher.

On a beau chercher dans le programme du PG : pas d'autres explications que celle de la prétendue prédominance allemande sur l'Europe. Si, pour le PG, il y a une responsabilité en France, c'est seulement celle de François Hollande qui s'est plié à « *l'Europe austéritaire de Schulz et de Merkel* », lui qui « *avait promis de renégocier ce traité (le TSCG) avant d'être élu* » et qui n'en a pas modifié une virgule.

Le PG a donc choisi de développer sa propre argumentation xénophobe et nationaliste. Le PCF a joué et joue aussi régulièrement de cette partition : « produisons français », « défendre la souveraineté nationale »... En faisant cela, le pire est surtout que ces partis d'« opposition de gauche » contribuent à distiller ce poison qu'est le nationalisme dans les rangs des travailleurs de ce pays.

L'EURO AU CŒUR DE LA DÉMAGOGIE NATIONALISTE

Le discours antiallemand est complété comme il se doit d'une argumentation antieuro. C'est tout l'objet du paragraphe intitulé « soumettre l'euro ou le quitter ». Car, dit le PG, « *l'euro est un garrot qui étrangle l'économie européenne* ».

« *Comment réagir ?* », demande-t-il. « *Quitter l'euro. Oui, s'il n'y a pas moyen de faire autrement et nous saurions y faire face. Entre la sauvegarde de l'euro et la souveraineté du peuple, notre choix est vite fait ! Mais ce n'est pas notre scénario privilégié* ». Cette phrase à elle seule résume toute la politique de ce parti. Se donner les moyens de faire des envolées nationalistes contre l'euro (« *Quitter l'euro* »), pour ne pas laisser au FN le monopole du discours chauvin, et rester un

parti responsable (« *ce n'est pas notre scénario privilégié* »).

Le scénario privilégié est le suivant. Le PG propose de « *changer les statuts de la Banque centrale européenne et la placer sous le contrôle du Parlement européen et des parlements nationaux. À partir de là, la décision politique retrouve les mains libres* ». La belle affaire ! Cela placera peut-être la BCE sous le contrôle formel des politiciens, mais comme ces politiciens obéissent de gré ou de force à ceux qui, au travers de leur fortune, ont le véritable pouvoir, la BCE, comme le Parlement européen, comme les parlements nationaux, resteront toujours et encore les relais de la classe dominante. Le PG propose aussi de donner plus de pouvoir à la Banque de France. Ainsi « pour refonder l'euro » le PG propose « *une refonte unilatérale des statuts de la Banque de France pour lui permettre de prêter directement au Trésor public et de monétiser une partie de la dette publique* ». Le PG propose en fait une autre politique aux capitalistes et aux financiers, une autre manière de gérer leurs affaires. Car le Trésor public ne s'est pas toujours financé en passant par les marchés. Il l'a même souvent fait en plaçant des emprunts auprès des plus riches du pays. Les plus anciens se souviendront des emprunts Pinay ou Giscard. Pour ce dernier, pour 7,5 milliards de francs empruntés sur 15 ans, l'État dut rembourser (en intérêts et capital) plus de 90 milliards de francs. Une autre manière pour les riches de piller le budget national en quelque sorte. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas aux travailleurs que le PG s'adresse là, mais bien à la bourgeoisie.

D'autre part, le PG affirme que le fait que la BCE soit indépendante des pouvoirs politiques et donc sous la « *domination totale des marchés financiers* » conduirait celle-ci à « *la politique de l'euro fort* » dont l'obsession est la « *lutte contre l'inflation* », « *qui protège les rentiers* » et qui « *détruit l'emploi et les investissements* ». Le PG dénonce en fait ici l'obligation des États de respecter le critère de 3 % de déficit public et le fait que la BCE ne joue pas de la planche à billets européenne. Il est certain que la politique anti-inflation protège les rentiers et que, au nom de la lutte contre les déficits, les gouvernements imposent à leurs populations plan d'austérité sur plan d'austérité. Ce sont ces plans, les blocages ou les amputations de salaires, de retraites, les licenciements de fonctionnaires, la remise en cause de la santé publique qu'il faut combattre. Mais il ne faut pas les combattre en ayant pour revendication que les États mènent une politique inflationniste, comme le laisse penser le PG. Une politique inflationniste permettrait peut-être de diminuer le poids de la dette, en la dévalorisant, mais ce serait aussi une autre manière de faire

payer la crise aux travailleurs, en diminuant leurs salaires par le biais de l'inflation. Ce serait une politique que les travailleurs devraient tout autant combattre, avec leurs moyens de classe.

Placer le combat politique sur le terrain de l'orientation économique de la BCE est donc une impasse pour les travailleurs, car c'est une discussion entre options politiques possibles pour la bourgeoisie. Pour les travailleurs, le fond du problème n'est pas de discuter de cette orientation économique, mais du fait que cette BCE, ainsi que toutes les institutions nationales ou européennes, sont en réalité au service des capitalistes, des industriels et des banquiers, et qu'elles se chargent de défendre leurs intérêts et notamment de faire payer la crise aux couches populaires en assurant le transfert de dizaines de milliards d'euros de leurs poches vers celles des riches.

LE « PROTECTIONNISME SOLIDAIRE »

Une autre impasse : le protectionnisme, fût-il solidaire, du PG : « *Face au libre-échange, l'Europe a besoin de développer un modèle de protectionnisme solidaire. Cette politique s'appliquera si possible à l'échelle européenne ou si nécessaire à l'échelle nationale* ». Comme pour l'euro, il s'agit là encore de concurrencer le FN sur son terrain, en développant à l'adresse des électeurs un discours protectionniste « à l'échelle nationale si nécessaire », tout en se montrant responsables à l'égard de la bourgeoisie (« si possible »), qui est aujourd'hui globalement hostile à un repli du marché sur les frontières nationales et un éclatement de l'Union européenne.

Et l'adjectif « solidaire » est juste là pour rappeler que Mélenchon se revendique de la gauche de la gauche. Mais le protectionnisme, quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, reste le protectionnisme. Le protectionnisme n'a jamais protégé que les intérêts de la bourgeoisie ou d'une fraction de celle-ci. Et aujourd'hui, c'est un programme nettement réactionnaire, opposant les travailleurs de ce pays à ceux d'ailleurs. Ainsi le PG affirme que, « *en relocalisant les industries* », le protectionnisme « *contribuera à la diminution forte du chômage en Europe* ». Et comment si ce n'est, dans le cadre de ce système capitaliste, en mettant au chômage les travailleurs d'ailleurs ?

Aujourd'hui, alors que l'économie est cent fois plus mondialisée qu'elle ne l'était à l'époque de Marx, il est inepte et réactionnaire de proposer un repli national ou européen. Le « made in France », le « produisons français », le « patriotisme économique », ce sont des balivernes. Il n'y a pas un bien de consommation courante qui ne résulte aujourd'hui du travail de milliers de travailleurs de plusieurs pays, de plusieurs nationalités, de

plusieurs continents. Et, plus fondamentalement, c'est aussi un progrès si l'industrie se développe en Chine, en Inde ou au Vietnam. Parce que cela renforce et élargit la classe ouvrière, et que ces prolétaires sont des alliés futurs des travailleurs de France, des États-Unis ou d'ailleurs. Et en Chine, en Inde ou au Bangladesh, des travailleurs se battent, parfois dans de grandes grèves, contre l'exploitation, pour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. Des grèves aujourd'hui surtout économiques, mais qui deviendront politiques, qui contesteront le pouvoir de la bourgeoisie, ailleurs et ici.

PAR QUELS MOYENS LE PG COMPTE-T-IL IMPOSER SA POLITIQUE ?

Contrairement à Hollande qui s'est plié à « *l'Europe austéritaire de Schulz et de Merkel* », le PG propose de « *désobéir pour ne plus subir* ». Par quels moyens ? Surtout pas par un plan de mobilisation des masses populaires, car le PG cantonne strictement son argumentation au plan institutionnel : « *Il suffit que le ministre français du Budget suspende les paiements de la France pour que le budget européen soit en cessation de paiement. Il suffit que le gouverneur de la Banque de France remette en cause les règles de fonctionnements de la BCE (...), que la France fasse défaut sur sa dette publique, pour que le système mondial s'effondre. Un gouvernement français a donc toute latitude pour désobéir de façon maîtrisée aux traités, directives et règlements européens odieux qui détruisent notre société (...)* »

Le rédacteur de ce paragraphe oublie juste de noter que si le ministre du Budget et le gouverneur de la Banque de France ont un tel pouvoir, c'est parce que la construction européenne n'est pas le simple fait du « modèle capitaliste allemand », mais le fruit d'un compromis (laborieux) entre les bourgeoisies des principaux pays capitalistes d'Europe, en premier lieu celles d'Allemagne, du Royaume-Uni et de France, et que toute la politique élaborée est en fait collectivement la leur.

Pour quel objectif faudrait-il utiliser la menace budgétaire ? Pour désobéir aux traités (mais attention, de « façon maîtrisée ») ! Ainsi donc, le problème serait d'abord et avant tout de renégocier le traité de Lisbonne, le traité « *qui les contient tous* ». Ce traité serait, avec le « *modèle capitaliste allemand* », « *fauteur de crise. Il interdit de limiter les mouvements de capitaux (...)* il impose le libre-échange en refusant toute mesure protectionniste (...) il est le moteur du dumping social en Europe ». Ce traité est un traité entre brigands, c'est certain. Mais retirer aux brigands une de leurs armes ne leur retire pas leur pouvoir

de nuisance, ni le reste de l'arsenal à leur disposition. Ils ont d'ailleurs pillé la planète et exploité les peuples pendant des décennies sans avoir ce traité à leur disposition... La lutte du PG (et des autres) contre les traités doit être considérée comme ce qu'elle est : une diversion politique qui permet de développer un discours nationaliste tout en exonérant la classe dominante de ce pays de ses responsabilités.

DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA « SOUVERAINETÉ » DU PEUPLE

« Les institutions européennes ne garantissent pas un contrôle démocratique sur le fonctionnement de l'Union européenne. Elles ont confisqué le pouvoir au peuple au profit d'une oligarchie (...) Dans ces instances non-élues, le peuple n'a pas son mot à dire, au contraire des groupes de pression qui défendent à coup de millions les intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général. Ce qui devrait être interdit. » Il est certain que les institutions européennes n'ont pas été faites pour être contrôlées démocratiquement. Elles ont été faites pour être livrées aux « intérêts particuliers » des industriels et des financiers, car elles ont été construites à leur demande et à leur initiative. Quant à réclamer l'interdiction des groupes de pression, c'est prendre les électeurs pour des naïfs. Car il n'y a qu'en expropriant les capitalistes qu'on ruinerait leur puissance sociale et qu'on mettrait fin au lobbying ouvert (tel qu'il se pratique dans les couloirs des institutions européennes) ou masqué (tel qu'il se pratique partout ailleurs) sur le pouvoir politique. Des institutions véritablement démocratiques sont incompatibles avec un système de classe, où la fortune se concentre en quelques mains et où la misère est le lot de la grande majorité. La seule revendication qui pourrait permettre de faire un pas dans le sens d'un contrôle démocratique des institutions est la révocabilité des élus. Mais cette revendication ne sera mise en application que par un pouvoir ouvrier, comme la Commune de Paris de 1871 sut le faire.

L'« ÉCOSOCIALISME » DU PG, LE RENOUVEAU DE QUEL SOCIALISME ?

Tout en chassant sur les terres de l'extrême droite, le positionnement politique du PG est celui de la gauche de la gauche. Il cherche donc aussi à rassembler les électeurs des Verts, du PCF, les électeurs de gauche qui sont critiques vis-à-vis de la société capitaliste, en en déplorant les excès sans pour autant la remettre en cause. Pour eux, l'argumentation est la suivante : « Il n'est plus possible de réformer l'UE. L'heure est à une refondation totale de l'Europe. (...) il faut rendre à

l'égalité, la liberté et la laïcité leur rôle moteur et conjuguer socialisme et écologie dans un projet écosocialiste. »

L'écosocialisme du PG se veut un « projet global », un projet de société. Un projet bien à la mode à la gauche de la gauche puisqu'il a contaminé y compris une partie du NPA, qu'il est fourre-tout et que chacun peut y mettre ce qu'il veut. « L'écosocialisme est un nouveau projet politique réalisant la synthèse d'une écologie nécessairement anticapitaliste et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau paradigme politique. »¹. Les écosocialistes veulent « renouveler le socialisme », mais le socialisme de Mitterrand, pas celui de Marx et de Lénine : « Le socialisme a toujours visé l'émancipation de la personne humaine. Elle passe par le partage de la richesse, la démocratisation du pouvoir et l'éducation globale de chaque femme et chaque homme. Ce programme est toujours le nôtre. Mais nous savons dorénavant que l'émancipation ne peut être atteinte par la croissance sans fin : l'écosystème qui rend la vie humaine possible ne le permet pas. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès en rupture avec le système capitaliste. (...) Cette nouvelle conscience et son programme d'action sont l'écosocialisme. Ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne. »

L'objectif du socialisme « écosocialiste » est l'émancipation de la « personne humaine ». Un objectif certes juste en soi. Mais le capitalisme est ainsi fait que l'émancipation de l'humanité ne peut se faire qu'au travers de l'émancipation des travailleurs, c'est-à-dire par la révolution sociale des opprimés, des exploités, s'opposant aux exploités. Une émancipation que l'« écosocialisme » du PG élude soigneusement. Dans ce socialisme-là, il n'est ainsi pas question de l'expropriation des capitalistes, ni du contrôle des travailleurs sur les entreprises, mais on y discourt sur le « partage de la richesse, la démocratisation du pouvoir et l'éducation ». La méthode d'action n'est plus la révolution sociale, ouvrière, ayant pour objectif la propriété collective des moyens de production sous le contrôle démocratique des travailleurs, mais « ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne ». Les promoteurs de l'écosocialisme ont en fait soigneusement vidé le socialisme de Marx de tout contenu révolutionnaire, de tout contenu de classe et de toute notion de lutte de

¹ Premier manifeste des assises – 18 thèses pour l'écosocialisme – 6 février 2013.

classe. Il est vrai qu'ils sont de cette famille qui se dit encore socialiste, mais qui a trahi et rompu avec le marxisme il y a tout juste 100 ans, en 1914, et qui depuis a fourni à la bourgeoisie, de Blum à Mitterrand, plusieurs générations de loyaux gestionnaires. Ces socialistes-là reprochent à Hollande, leur descendant direct, d'avoir rompu avec Mitterrand et d'être devenu « social-libéral », c'est-à-dire en fait de gouverner sans fards pour le compte des riches, alors que Mitterrand et Blum y mettaient, quelquefois, les formes. Une querelle de famille en quelque sorte, mais d'une famille bien étrangère au mouvement ouvrier et au marxisme.

Quant à la « radicalité concrète » écosocialiste, elle sert en fait à exprimer un programme électoral de gouvernement, dans le cadre du système capitaliste. Ainsi *« les aides aux entreprises seront soumises à des règles strictes (dans le cadre de la “planification écologique” et de la “règle verte”, NDLR). Elles seront modulées en fonction du niveau des exigences sociales et environnementales qu'elles respecteront (réduction des temps partiels imposés, des écarts de salaire par exemple). Le pôle financier public fournira un crédit bonifié aux entreprises pour l'emploi, la formation, la recherche et le développement sur critère d'utilité sociale et environnementale des investissements et de la production. Nous soutiendrons les politiques d'investissements des entreprises vers les innovations industrielles aux productions utiles. Nous favoriserons la relocalisation des activités et les circuits courts de distribution. Nous renforcerons la présence de l'État dans le capital d'entreprises stratégiques pour leur sauvegarde et leur développement. »*¹, etc. Ainsi, ce ne sont pas tant les subventions au patronat qui gênent les écosocialistes du PG, mais la manière dont elles sont distribuées.

¹ <http://www.lepartidegauche.fr/arguments/legislative/industrie-reponse-jean-luc-melenchon-la-federation-cf-tc-cmte-9765#sthash.tty8NRI.dpuf>

COMBATTRE LA POLITIQUE DU PG POUR CE QU'ELLE EST

Le devoir des communistes révolutionnaires est de dire la vérité, qui consiste à qualifier le Parti de gauche de parti bourgeois à la recherche d'une voie vers le pouvoir. Cela n'empêche pas de participer à des manifestations communes, quand c'est possible. Ce fut le cas le 1^{er} décembre 2013 lors de la manifestation parisienne contre la hausse de la TVA. Mais les communistes révolutionnaires ne doivent pas apporter leur caution politique à ce genre de parti. Ils doivent au contraire se donner les moyens de dénoncer la nature de sa politique : du radicalisme de façade, du réformisme mâtiné de nationalisme sous prétexte de ne pas laisser ce terrain au FN, une politique démagogique qui, en fait, renforce le poison nationaliste et chauvin dans la société.

Il y a aussi une autre question. Dans quelles circonstances Mélenchon pourrait-il accéder au pouvoir « avant 2017 » ? Pourquoi Hollande lâcherait-il un Ayrault ou un Valls pour un Mélenchon ? Il faudrait en fait probablement des conditions semblables à celles de 1936, lorsque le patronat a pressé Blum de prendre le pouvoir en France, ou lorsque Caballero, leader du Parti socialiste espagnol, gouverna l'Espagne républicaine du Front populaire. Des circonstances de crise sociale et politique et une radicalisation des travailleurs telles que la bourgeoisie aurait besoin d'un recours en la personne d'un personnel politique ayant suffisamment l'oreille des travailleurs pour jouer les pompiers, éteindre l'incendie social comme le firent Blum et Caballero en leur temps, chacun à sa manière. Un tel recours serait donc un obstacle sur le chemin des luttes ouvrières. C'est pourquoi ceux qui se situent dans le camp des travailleurs doivent dès à présent combattre politiquement ce genre de courant, se démarquer nettement de l'« opposition de gauche » en l'identifiant pour ce qu'elle est, une option possible pour la bourgeoisie.

8 mai 2014

Avec la crise, le mal-logement et la cherté du logement s'étendent

Dix millions de personnes sont touchées de près ou de loin par le mal-logement. Selon le rapport 2014 de la fondation Abbé-Pierre pour le logement, dans un pays riche comme la France, 700 000 personnes sont dépourvues de logement, les squats et les bidonvilles se multiplient, l'hébergement d'urgence est saturé. Plus de 400 000 personnes sont hébergées par un tiers faute de mieux.

Alors que le candidat Hollande avait promis la mise en chantier de 500 000 logements chaque année, dont 150 000 logements sociaux, ce qui était déjà bien en deçà des besoins, on en a construit à peine 300 000 en 2013, dont 117 000 logements sociaux. À ce rythme, il faudra plus d'une décennie pour satisfaire 1,7 million de demandeurs de logement social sur liste d'attente !

Et se loger n'a jamais été aussi cher. En dix ans, le prix du mètre carré a plus que doublé, les loyers ont bondi de 55 % en moyenne dans les grandes agglomérations entre 2000 et 2013. Parallèlement, toutes les charges liées au logement augmentaient : taxes d'habitation et foncière en hausse, coût du chauffage qui flambe, au point que huit millions de personnes n'ont plus les moyens de se chauffer.

LA CRISE DU LOGEMENT, SERPENT DE MER DU CAPITALISME

Si la crise s'aggrave, elle n'est pas nouvelle. En fait, le problème du logement des travailleurs est aussi ancien que l'organisation capitaliste de la société. D'un côté, les capitalistes du bâtiment, les promoteurs et les financiers du béton cherchent à tirer un maximum de profit de la construction de logements et, de leur point de vue, les appartements à loyers élevés sont les plus rentables. Mais d'un autre côté, les patrons dans leur ensemble ont intérêt à ce qu'il y ait des logements à bas prix pour leurs ouvriers et leurs employés, car ainsi ils peuvent payer des salaires les plus bas possible. Cette contradiction est insoluble dans le cadre de l'économie de marché.

C'est pourquoi les grands efforts faits en faveur du logement populaire ont toujours été à l'initiative de l'État. C'est l'État qui a plafonné les loyers en 1948, alors que les destructions de la guerre

avaient créé une situation catastrophique du logement. Mais les capitaux se sont alors détournés du secteur du bâtiment, jugé trop peu rentable, et la pénurie de logements est restée criante.

C'est encore l'État qui a impulsé la construction massive de logements collectifs à la fin des années 1950. La relative prospérité économique et la fin des dépenses dues à la guerre d'Algérie lui ayant donné un peu plus de marge, il s'est lancé dans la construction de grands ensembles. En dix ans, plus de deux millions de logements ont été construits, jusqu'à sept millions en trente ans. Cet effort, s'il était financé par l'État, a permis en même temps l'enrichissement prodigieux de groupes de travaux publics, de promoteurs et de banquiers prêteurs. On a ainsi réduit la pénurie, mais beaucoup de ces logements HLM, certes plus modernes, ont été souvent mal construits, et pas pour durer.

Depuis le début des années 1980, la situation du logement, laissée entièrement à la liberté du marché, s'est dégradée de façon continue. L'État s'est désengagé progressivement de la construction de nouveaux logements. On est passé de 300 000 logements construits par an dans les années 1960, à moins de 50 000 dans les années 2000 – soit six fois moins ! –, alors que la population n'a pas cessé d'augmenter. Sans compter que depuis quelques années 80 % de ces logements nouvellement construits ne sont accessibles qu'aux plus riches, le prix du mètre carré de construction ayant flambé.

Cette aggravation de la crise du logement, due essentiellement à un nombre très insuffisant de logements sociaux, entraîne la flambée des prix dans le parc locatif privé. Elle se manifeste aussi par des copropriétés dégradées de plus en plus nombreuses, les propriétaires occupants et les locataires ne pouvant plus faire face à des charges grandissantes. Surendettement, impayés et, au bout du compte, expulsions se multiplient. En dix ans, le nombre d'expulsions a doublé, dépassant les 11 000, mais les procédures sont dix fois plus nombreuses. Aujourd'hui, 1,8 million de familles connaissent des difficultés de paiement, 70 000 propriétaires sont en rupture de remboursement de prêt, plus de 100 000 locataires voient leur bail résilié chaque année, tandis que 60 000

sont aidés par le Fonds de solidarité pour le logement.

LE LOGEMENT DE PLUS EN PLUS CHER

Avec l'aggravation de la crise économique, le nombre de chômeurs, de salariés précaires, de retraités pauvres explose. S'ils sont touchés de plein fouet par la flambée des prix du logement, l'ensemble des couches populaires en pâtit. Car le coût du logement engloutit la moitié du revenu pour le tiers de la population, et jusqu'à 60% de leurs revenus pour les accédants à la propriété ou les locataires les plus modestes. Au remboursement des prêts, ou au loyer, s'ajoutent le montant des charges, les dépenses liées aux travaux d'entretien, les taxes d'habitation et foncière, ainsi que la facture énergétique.

Les aides au logement, comme l'APL, et les allocations logement bénéficient à plus de six millions de ménages modestes chaque année, et près d'un locataire sur deux les touche. Représentant 17 milliards d'euros par an, elles ont épongé l'essentiel des budgets destinés au logement social. Mais, plus néfaste encore, cela a permis aux bailleurs privés petits et grands d'augmenter librement le prix des logements, alors que les salaires stagnaient voire baissaient. Le seul fait que l'APL soit encaissée directement par le bailleur montre bien qu'elle est taillée sur mesure pour le propriétaire, pas pour le locataire.

Du coup, l'accession à la propriété semble le seul moyen d'échapper à la flambée des loyers. Mais en fait, avant d'acquérir leur logement, les travailleurs engraisent les banques pendant des décennies. Sans compter qu'en cas de baisse de revenus ou de chômage, ils peuvent se retrouver dans l'impossibilité de payer leurs traites, voire être expulsés. Et dans le cas où ils finissent par devenir propriétaires de leur logement, ils n'ont pas forcément les moyens de l'entretenir, surtout s'il s'agit d'un appartement dans un immeuble où les charges collectives peuvent être lourdes, ou d'une maison individuelle à moindre coût, donc mal isolée et de plus en plus difficile à chauffer avec l'augmentation du prix de l'énergie.

« UNE FRANCE DE PETITS PROPRIÉTAIRES » ?

Le slogan « *Faire de la France un pays de propriétaires* » (Sarkozy, 2006) a surtout été une aubaine pour les bailleurs privés, les promoteurs immobiliers et les banquiers, qui se sont enrichis par milliards: plus de 450 milliards de surprofits engrangés en dix ans. Sous prétexte d'inciter à la construction de logements, les gouvernements, de droite comme de gauche, ont fait bénéficier les petits et grands propriétaires d'aides fiscales diverses depuis vingt ans. Des lois successives

ont permis de faire sortir les logements de la loi de 1948 bloquant les loyers, ou de déduire des impôts les investissements dits locatifs de tous ceux qui achetaient pour louer. Loi Périssol, loi Besson, datant de 1999, donc d'un gouvernement socialiste, dispositifs De Robien, Borloo et loi Scellier, votés sous des gouvernements de droite, jusqu'au tout récent dispositif Duflot, c'est un véritable arsenal de lois et de dispositifs fiscaux avantageux, qui a fait de la construction de logements une affaire très lucrative pour les investisseurs. Mais ces derniers sont bien plus préoccupés d'augmenter leurs revenus que de résoudre le problème du logement! Et pendant que l'État faisait bénéficier les investisseurs privés, particuliers ou institutionnels, de 150 milliards d'allègements fiscaux, il a diminué les subventions dédiées à la réalisation de logements sociaux, divisées par cinq en dix ans.

Comme les promoteurs construisent ce qui leur rapporte le plus, en fonction du marché et non des besoins, il peut y avoir de nouveaux logements inoccupés dans une ville comme Besançon, alors qu'il en manque cruellement dans des grandes agglomérations comme Paris. Des immeubles de bureaux sont privilégiés au détriment des logements pourtant indispensables, car leur construction est juteuse, et au 1^{er} avril 2014 on arrive au record de 4,4 millions de mètres carrés de bureaux vides en Île-de-France alors qu'il y a des centaines de milliers de mal-logés!

Aujourd'hui, la spéculation effrénée a aggravé les choses de façon dramatique. Terrains et immeubles, quand ce ne sont pas les crédits eux-mêmes, sont avant tout des placements très profitables, dont la revente assure des plus-values colossales. Des groupes financiers ou d'assurances ont placé leurs capitaux dans des immeubles de centre-ville, contribuant à la hausse des prix de vente et des loyers. C'est cet engagement des banques qui a donné une telle ampleur à la spéculation immobilière actuelle. Elles prennent le contrôle de promoteurs pour former de grands pôles immobiliers, tout en poussant à la consommation avec des crédits sur des périodes toujours plus longues. Désastreuse pour le logement populaire, cette situation l'est aussi pour l'ensemble de la société. La crise financière de 2008 a démarré sur la faillite de l'immobilier américain due aux *subprimes*.

Au final, le taux de propriétaires de leur logement a peu progressé, n'atteignant pas 60%, mais la moitié rembourse encore un crédit immobilier ou a une hypothèque sur son logement. Et la crise du logement reste bien plus grave en France qu'en Allemagne, pays où le nombre de locataires est plus important: jusqu'à 85% de locataires à

Berlin-Est où les loyers sont régulés. À l’opposé, en Espagne, l’explosion de la bulle immobilière a provoqué une véritable catastrophe, l’accession à la propriété de la grande majorité des Espagnols aboutissant finalement à un grand nombre de ménages surendettés et d’expulsions.

LES COPROPRIÉTÉS DÉGRADÉES, EN AUGMENTATION CROISSANTE

Depuis quelques années, un autre phénomène prend des proportions inquiétantes, la multiplication des copropriétés en grande difficulté. Près de 1,1 million de logements en copropriété sont en voie de paupérisation, sur un total de 6,6 millions, d’après une récente étude de l’Agence nationale pour l’amélioration de l’habitat. Aux difficultés financières des occupants, s’ajoute le vieillissement des équipements collectifs, avec le chauffage, l’éclairage ou les ascenseurs qui tombent souvent en panne, ainsi que la dégradation des parties communes et des logements, faute de maintenance. De nombreux syndicats sont au bord de la faillite, et ils ne peuvent plus faire face à l’insalubrité qui se développe.

Les habitants sont des propriétaires occupants (47%), souvent retraités (38%) ou bien des locataires, mais tous ont en commun d’avoir des ressources modestes. Avec le chômage, la précarité, la population s’est encore appauvrie et ne peut plus payer même les travaux d’entretien courant. Mais surtout, les charges ont explosé, un nombre croissant de locataires et de petits propriétaires se retrouvent dans l’impossibilité de les acquitter. Dans les immeubles les plus anciens, la dépense de chauffage enflé parce que les travaux d’isolation thermique n’ont pas été faits. Ailleurs, c’est la mise aux normes des ascenseurs, rendue obligatoire par la loi de 2003, qui pose de nombreux problèmes, parce que, 25% du parc d’ascenseurs ayant plus de quarante ans – c’est le plus vieux d’Europe! –, les copropriétaires n’ont pas les moyens de prendre en charge une révision coûteuse ou de les changer.

CITÉS À LA DÉRIVE, DE LA BANLIEUE PARISIENNE...

C’est le cas à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, dans la copropriété du Chêne Pointu, construite dans les années 1950-1960, qui comprend 860 logements. Alors que les bâtiments comptent onze étages, les ascenseurs y sont totalement à l’arrêt depuis plusieurs années, leurs portes soudées pour des raisons de sécurité. Pour aider les mères de familles, les enfants, les personnes âgées à monter leurs courses, quatre agents payés par la mairie sont présents vingt heures par semaine pour porter sacs et caddies!

Mais ils ne sont là qu’aux heures de pointe, et ne peuvent porter malades ou invalides, qui doivent faire appel aux pompiers pour se déplacer. Depuis février 2014, trois ascenseurs rénovés ont repris du service, mais il faudra attendre encore des mois pour que l’ensemble fonctionne, et que la fermeture des halls et la mise aux normes électriques soient effectives. À elle seule, la réparation des seize ascenseurs du Chêne-Pointu représente un budget de 2,6 millions d’euros, quand le coût total de la rénovation de ces immeubles est évalué à 130 millions d’euros.

Car de nombreux autres problèmes se sont accumulés faute d’entretien. Le chauffage n’y fonctionne que parcimonieusement, les infiltrations d’eau sont courantes et les parties communes sont à l’abandon. Pourtant les charges n’ont cessé d’augmenter, jusqu’à atteindre plus de 400 euros par mois, en moyenne, alors qu’aujourd’hui 70% des familles de la cité vivent en dessous du seuil de pauvreté. Selon une habitante, il ne reste que ceux qui ne peuvent se loger ailleurs. Finalement, c’est la mobilisation des habitants, regroupés en association, qui a poussé les pouvoirs publics à s’engager sur des travaux d’envergure, que seul le financement de l’État et des collectivités territoriales peut permettre de réaliser.

... AU CENTRE-VILLE DE MARSEILLE

Dans une grande ville pauvre comme Marseille, l’habitat populaire s’est dégradé à une tout autre échelle. La ville atteint à peine les 20% de logements sociaux que la loi lui impose, alors que 80% de sa population y sont éligibles! À défaut d’avoir un logement social, la grande majorité des familles habitent dans des copropriétés dégradées, qu’il s’agisse des petits immeubles vétustes et insalubres du centre-ville, ou de grands ensembles vieillissants et mal conçus, comme la cité Bellevue, bâtie sur l’emplacement d’une ancienne usine de savon dans le 3^e arrondissement.

Dans cette copropriété de logements répartis en une tour de vingt étages et plusieurs barres plus petites, les premiers habitants ont été des ouvriers du port, des rapatriés européens de Tunisie. Ils avaient acheté sur plan des appartements dotés de toilettes et d’eau courante, un luxe à l’époque, avec vue sur la mer. Au fil des ans, ces propriétaires aux revenus modestes se sont vite retrouvés étranglés par les charges et ont pris du retard dans leur paiement. La copropriété, accumulant les impayés, a plongé dans l’endettement et la spirale du déclin. À défaut de paiement et donc d’entretien, les halls d’entrée et les cages d’escalier se sont détériorés, ainsi que les ascenseurs, les fuites d’eau n’ont pas été réparées, la voirie s’est dégradée. Les habitants

qui le pouvaient en sont partis, remplacés au fur et à mesure par des habitants de plus en plus pauvres. Ne pouvant obtenir de logement social, ni payer un loyer au prix du marché, ils se sont endettés pour acheter là où c'était possible. Plus de cinquante ans après sa construction, et malgré des efforts de rénovation, puisque les collectivités locales ont financé le rachat et la remise en état de plusieurs bâtiments par deux bailleurs sociaux, elle reste une des cités les plus déshéritées de la ville.

Dans d'autres villes, ce sont des logements de cités HLM qui ont été mis en vente, parce que leur entretien revenait trop cher aux sociétés gestionnaires. Mais les petits propriétaires peuvent encore moins subvenir aux travaux d'entretien et de rénovation nécessaires. L'opportunité d'accéder à la propriété de son logement devient alors un piège : certains habitants, ne pouvant plus payer les réparations coûteuses, préfèrent alors déménager, quitte à revendre leur appartement à perte.

De tels bidonvilles verticaux se sont développés dans nombre de banlieues pauvres, dans les régions les plus urbanisées de l'Île-de-France ou des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, et toujours lorsque le logement social en nombre insuffisant a contraint bon nombre de familles pauvres à se tourner vers les copropriétés en dernier recours. Du coup, ces familles, alors qu'elles auraient le plus besoin d'aide, ne peuvent bénéficier des garanties et des services d'un organisme HLM ou, pire encore, elles se retrouvent livrées aux marchands de sommeil qui exploitent leur détresse.

Profitant de la crise du logement, certains propriétaires peu scrupuleux, véritables marchands de sommeil, rachètent à bas prix des appartements pour ensuite les louer à des prix prohibitifs, en entier ou à la découpe, plusieurs familles pouvant se partager les différentes pièces. Encaissant des loyers sans commune mesure avec le bien proposé, ils ne payent pas pour autant leurs charges, ce qui accélère encore la faillite de ces copropriétés.

LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS N'ONT APPORTÉ AUCUNE SOLUTION

Face à l'ampleur de la crise du logement, les gouvernements qui se succèdent sont impuissants, d'abord parce qu'ils respectent avant toute chose la propriété privée. Les seules lois un tant soit peu contraignantes ne s'appliquent qu'à l'État ou aux collectivités locales, car il ne faut surtout pas toucher aux intérêts des promoteurs privés, des banquiers ou des rentiers.

Depuis 2007, la loi DALO, sur le droit au

logement opposable, permet à un mal-logé d'attaquer une collectivité qui ne lui assure pas un toit décent. Dans le meilleur des cas, la collectivité condamnée doit payer une astreinte qui est censée abonder un fonds pour la construction de futurs logements. Mais qu'est-ce que cela change pour le sans-logis ou le mal-logé d'aujourd'hui ? Sans compter qu'il peut être expulsé même s'il a fait condamner l'État, comme l'a montré un rapport récent. Finalement, la loi DALO ne fait que substituer à des demandes de logements prioritaires une demande super prioritaire, alors que le problème de construire des logements supplémentaires reste entier.

La ministre écologiste du Logement Cécile Duflot (2012-2014) a voulu laisser sa marque, elle aussi. En janvier 2013, un premier décret a prolongé la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain, 2000) en imposant le relèvement de 20 à 25 % du nombre de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants (1 500 en Île-de-France) et en multipliant par cinq les pénalités exigibles des communes récalcitrantes. Comme elles ont jusqu'en 2025 pour y parvenir, les demandeurs ne sont pas au bout du tunnel.

Mais sa grande loi, adoptée cette année, la loi ALUR (Accès au logement et un urbanisme rénové, 2014), a été complaisamment vantée dans la presse comme présentant des « avancées » pour les locataires, notamment l'encadrement des loyers du secteur privé. Pourtant, cet encadrement des loyers arrive bien tard, bien après la flambée des prix. Mais aussi limité qu'il soit, puisqu'il ne s'agit pas de bloquer les loyers, et encore moins de les baisser, le Conseil constitutionnel l'a censuré en partie, défendant les propriétaires. De plus, la loi a confié l'établissement du loyer de référence, non aux associations de locataires, mais aux agences immobilières, qui sont bien les dernières à vouloir limiter les augmentations de loyers ! Quant à la mise en place de la garantie universelle des loyers, cela s'adresse plus aux propriétaires qu'aux locataires, et ne règle pas le problème de la cherté du loyer. Enfin, alors que les associations défendant le droit au logement réclamaient un moratoire sur les expulsions locatives, elles ont obtenu seulement que la trêve hivernale soit prolongée de quinze jours, les expulsions ne recommençant qu'au 1^{er} avril 2014 au lieu du 15 mars. En bref, la loi ALUR a du plomb dans l'aile.

Mais les investisseurs privés auront droit, eux, à leur dispositif Duflot, qui prévoit comme ses prédécesseurs une réduction d'impôts conséquente de 6 000 euros par an, soit 54 000 euros sur neuf ans, pour un investissement de 300 000 euros. La

seule nouveauté du « Duflot » est de le réserver à certaines zones, celles où la demande de logements est la plus forte.

**LE PROFIT DE QUELQUES-UNS
AU DÉTRIMENT DES BESOINS
DE LA MAJORITÉ**

Finalement, quel que soit le gouvernement, l'État continue de se désengager de la construction de logements. Et le faible budget qu'il y consacre atterrit de plus en plus directement dans la poche des promoteurs immobiliers et des banquiers. Les budgets sociaux attribués aux locataires sont de plus en plus réduits, le gouvernement actuel prolongeant l'œuvre de la droite. Le gouvernement Ayrault avait désindexé les allocations logement de l'indice de référence des loyers. Celui de Valls va encore plus loin, et attaque directement le montant des aides au logement dans son pacte de responsabilité.

Pour réduire le mal-logement et la cherté des prix, il faudrait, au contraire, construire massivement des logements de qualité à des prix abordables. Ce serait le seul moyen de mettre un peu en échec la spéculation immobilière, et de mettre fin aux pratiques de tous ceux qui s'enrichissent de la pénurie.

Dans l'immédiat, l'État pourrait s'attaquer au mal-logement en prenant des mesures d'urgence. D'abord, la réquisition immédiate de tous les logements inoccupés – rien qu'en Île-de-France il y a plus de 320 000 logements vides –, ainsi qu'une partie des surfaces sous-occupées par les plus riches : un hôtel particulier de plusieurs centaines ou milliers de mètres carrés pour une seule famille bourgeoise, c'est indécemment lorsque des milliers de familles dorment dans la rue. Ensuite, la construction massive de logements bon marché, pour résorber la pénurie actuelle et faire baisser les prix du marché, mais aussi pour anticiper sur les besoins à venir.

L'État pourrait embaucher lui-même les maçons, les ingénieurs de la construction indispensables – il ne manque pas de bras avec le chômage actuel ! – au lieu de distribuer l'argent public aux financiers et aux capitalistes. Et s'il n'a pas les terrains, il a les moyens de les réquisitionner. Mais une telle politique exigerait un gouvernement ayant le courage et la force de s'en prendre aux intérêts de la bourgeoisie, ne serait-ce que dans ce domaine limité, et sans s'arrêter devant la propriété privée.

Seul un gouvernement issu de la mobilisation des travailleurs pourrait avoir la volonté de faire cela, comme la Commune de Paris de 1871 promulguant un moratoire sur les loyers, ou la Révolution russe de 1917 réquisitionnant tous les bâtiments disponibles pour loger la population qui vivait dans des taudis.

Il n'y a rien de tel à attendre par contre du gouvernement actuel, qui est, comme ses prédécesseurs, bien plus préoccupé de défendre la propriété bourgeoise que les besoins de la population. Alors que le chômage massif mène la société à la catastrophe, il n'est même pas capable d'empêcher des groupes riches à milliards comme PSA ou La Redoute de licencier, il ne veut surtout pas contraindre les familles Peugeot ou Pinault à prélever sur leurs profits de quoi maintenir les emplois et les salaires de tous. De la même manière, un gouvernement aussi respectueux de l'ordre social actuel est incapable de soulager les effets désastreux de la crise du logement, en commençant par loger les sans-abri dans les immeubles vides.

Mais, de façon plus générale, la question du logement ne trouvera de solution que dans une société organisée de façon radicalement différente, une société basée sur les intérêts de la collectivité et non dominée par l'argent et la propriété privée.

6 mai 2014

Les révolutionnaires et la défense de la Sécurité sociale

Dans une brochure intitulée *La sécu, elle est à nous!*, parue en mars dernier, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) glose sur ce qu'il considère comme « *les contradictions de Lutte Ouvrière* », qu'il résume par la formule : « *La Sécurité sociale, "un acquis pour la bourgeoisie", ou du "salaire" ?* » Ces camarades s'appuient sur une brochure du Cercle Léon Trotsky consacré à la protection sociale en janvier 1997. Mais il faut croire qu'ils ont sauté une des premières phrases qui dit : « *Ces systèmes de protection sociale actuels ont été mis en place non pas pour aider les couches défavorisées mais d'abord dans l'intérêt des classes possédantes, et ils continuent d'être indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste. Et cela même si les classes populaires ont évidemment tout à fait raison de se battre lorsque l'État ou le patronat veulent toucher en ce domaine à ce dont elles bénéficient.* » Nous y affirmons qu'il est nécessaire et indispensable d'empêcher toutes les attaques contre le système de protection sociale, même s'il est l'émanation de la bourgeoisie.

Mais il faut une certaine mauvaise foi et un certain oubli des raisonnements propres aux communistes révolutionnaires pour voir une contradiction entre le refus de considérer la Sécurité sociale comme un acquis des travailleurs et la défense des mesures qui leur permettent de faire face au moins en partie à la maladie, à la vieillesse ou à l'éducation des enfants.

Avec une telle perspicacité, ils doivent considérer impossible de concilier la lutte pour des augmentations de salaire et celle pour l'abolition du salariat, qui font partie du programme communiste. Ce raisonnement, nous le faisons face à tous les coups portés contre les lois, les institutions qui sont au moins partiellement favorables aux travailleurs. A contrario, le NPA éprouve le besoin de charger de vertus socialistes les lois qui sont à l'origine de la Sécurité sociale pour s'opposer aux attaques du gouvernement contre celle-ci.

Ce qui nous sépare de ces camarades n'est pas le fait d'expliquer la nécessité de se battre pour empêcher le démantèlement de la Sécurité sociale que le gouvernement poursuit. Mais nous pensons qu'il n'est nullement besoin, pour la défendre, de considérer qu'elle représente, selon leurs termes, « *un germe de socialisme sans*

cesse remis en cause qui s'est développé partiellement dans la société capitaliste ». Ce « germe » se trouve, aux yeux du NPA, dans le financement par les cotisations sociales, c'est-à-dire la partie « socialisée » du salaire, des sommes dont les travailleurs disposent en cas de besoin, maladie, chômage ou autre. C'est cela qui lui permet de dire que « la sécu, elle est à nous ».

La Sécurité sociale n'a jamais été « à nous ». Le montant des cotisations, des remboursements ou des prestations a toujours été fixé par l'État. Et depuis trente ans les gouvernements successifs ont réduit les taux de remboursement des médicaments, ont introduit le forfait hospitalier, etc., sans que les travailleurs ni même leurs organisations syndicales aient leur mot à dire.

Parallèlement, les patrons ont été exonérés d'une partie importante des cotisations sociales. À tel point que le journal *La Tribune* s'est interrogé sur les sommes réelles que les patrons pourraient récupérer grâce au pacte de responsabilité de Hollande, qui prévoit la suppression des cotisations familiales, car, dans de nombreux secteurs, ces cotisations ne sont déjà plus payées qu'à hauteur de 0,4 % sur les salaires bruts lorsqu'ils sont proches du smic. On comprend leur inquiétude et leur perplexité devant ce cadeau dont une partie a déjà été obtenue ! Le pacte de responsabilité et le plan d'économies décidés par le gouvernement prévoient de faire supporter 21 milliards à la Sécurité sociale, sur un total de 50 milliards d'économies. La présence des syndicats à la direction de la Sécurité sociale a sans doute renforcé les liens entre patronat et directions syndicales mais n'a manifestement pas protégé les travailleurs de ces vols.

Le système de protection sociale fait partie du niveau de vie de la population laborieuse. Les cinq millions de familles qui perçoivent une allocation à partir du deuxième enfant en ont besoin, de même que les 6,3 millions de foyers qui bénéficient de l'allocation logement. Et comme 57 % des recettes de la Caisse d'allocations familiales (CAF) proviennent des cotisations, la décision de supprimer les cotisations patronales de la branche famille, dont on ne sait pas comment elles seront compensées, laisse présager une baisse bien plus importante des prestations que ce qui a été

annoncé. Sans même toucher aux salaires, la perte de la possibilité de se soigner comme celle des prestations provoquerait une dégradation brutale des conditions de vie des familles ouvrières.

Mais, pour combattre ces attaques, il n'est nul besoin d'y voir une dose de socialisme. Au contraire, cela contribue à obscurcir la conscience des travailleurs. Si le fait que le financement est assuré par une partie du salaire socialisée suffisait à transformer des institutions en embryons de socialisme, il ne nous resterait plus qu'à conclure que l'État, dont le financement est de plus en plus assuré par les impôts venant des classes populaires et de moins en moins par la bourgeoisie, est de plus en plus au service des travailleurs !

LA POURSUITE D'UNE POLITIQUE SUIVISTE

Le choix de ces arguments par le NPA est plus probablement le reflet d'une politique suiviste par rapport au Front de gauche et aux directions syndicales réformistes. Dans un dépliant d'appel à la manifestation du 12 avril, une petite phrase glissée contre le pacte de responsabilité est significative : « *Pendant longtemps, toutes les grandes confédérations et fédérations syndicales ont partagé l'idée que la Sécurité sociale était à nous, salariés, financée par une partie de notre salaire, les cotisations sociales, et gérée par nos représentants élus.* » Effectivement, qu'il y ait une cotisation salariale et une patronale justifie la cogestion entre patrons et syndicats. La pointe de regret que le financement soit de moins en moins assuré par les cotisations sociales au profit d'impôts ou taxes, ce qui à terme met en danger le paritarisme, montre une ambiguïté certaine qui ouvre la voie à la défense de la cogestion et du mode de financement qui la permet. Rappelons qu'en 1995 le risque de voir le paritarisme remis en cause contribua à dresser FO et la CGT contre la réforme des retraites.

Mais il y a un autre terrain sur lequel le NPA fait des concessions aux raisonnements des organisations ouvrières réformistes et surtout stalinienne : c'est l'histoire même de la création de la Sécurité sociale dont elles ont été des acteurs. La CGT utilise le programme du Conseil national de la Résistance (CNR), période de la Libération transformée en âge d'or des travailleurs. Le Parti communiste français était alors au gouvernement. Que le PCF et la CGT défendent leurs programmes et leur passé n'a rien d'anormal. Mais que des militants d'un parti issu d'une organisation trotskyste les suivent et considèrent qu'une concession obtenue sous l'égide de de Gaulle représente un pas vers le socialisme, voilà pour le coup un sacré compromis avec la réalité.

Le système d'assurances sociales créé au

moment de la Seconde Guerre mondiale correspond à une mutualisation des frais liés à la santé, la famille ou la vieillesse, une mutualisation que les travailleurs payent eux-mêmes et de plus en plus. Il est issu d'une généralisation des différents systèmes existants, dont certains étaient entièrement contrôlés par les patrons et d'autres déjà cogérés avec les syndicats. Plusieurs étapes dans le sens de la généralisation des assurances sociales avaient été déjà franchies, dont la dernière sous le régime de Vichy.

Cette mutualisation a permis, quelques décennies plus tard, que les pauvres puissent être soignés en cas de besoin. Alors on comprend que la population soit attachée à maintenir ce système malgré toutes ses limites. C'est sur ce sentiment que le NPA s'appuie pour prendre des positions politiques qui le lient aux organisations syndicales.

Le NPA affirme que « *la création de la Sécurité sociale en 1945 avait obligé le patronat à accepter qu'en plus du salaire net payé directement au salarié il lui faudrait verser, de manière obligatoire, des cotisations sociales* ». La remise en cause de ce que les patrons ont toujours considéré comme un sacrifice, et qu'aujourd'hui Gattaz qualifie de « *contrainte absurde* », conforte le NPA dans ses positions.

Certes, le patronat d'hier comme d'aujourd'hui ne lâche jamais de gaîté de cœur une parcelle de ses profits, mais les tentatives des patrons de revenir en arrière n'en font pas pour autant une mesure socialiste. Les camarades du NPA oublient volontairement une partie du contexte lié à la situation de la bourgeoisie au moment de la reconstruction après la fin de la guerre, au rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, et d'autre part le fait que pendant cette période la bourgeoisie a rebâti sa fortune.

La Sécurité sociale n'a pas été obtenue de haute lutte par le prolétariat. L'État qui l'a mise en place représentait les intérêts de la bourgeoisie. À la sortie de la guerre, les pays impérialistes craignaient que le système capitaliste vacille sous la pression de révolutions ouvrières, comme cela avait été le cas après la Première Guerre mondiale avec la révolution russe de 1917 et la vague révolutionnaire qui suivit. C'est d'ailleurs cette crainte qui explique le prolongement de l'alliance entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS stalinienne jusqu'en 1947, laquelle alliance permettait d'assurer la présence d'armées sur l'ensemble des territoires sur lesquels avaient eu lieu des combats. C'est aussi pour cette raison que les partis communistes ont été intégrés dans les gouvernements de plusieurs pays européens et que des concessions ont été faites à la classe

ouvrière. Mais, là où la bourgeoisie n'en a pas eu besoin, comme aux États-Unis qui n'ont pas connu la guerre sur leur sol et où les souffrances, les privatisations n'ont pas eu du tout la même ampleur, un tel système n'existe pas. C'est cette situation d'après-guerre qui montre que la mise en place de la Sécurité sociale n'est pas « *une anticipation sur une autre organisation sociale* », contrairement aux termes employés par le NPA, mais une nécessité pour la bourgeoisie, dans un contexte bien précis.

À L'ORIGINE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN FRANCE

L'occupation militaire et la complicité de l'État français avec l'Allemagne nazie avaient discrédité les autorités et le patronat français largement collaborationniste. À la fin de la guerre, se posait le problème de restaurer le nouveau pouvoir d'État, qui était en fait l'ancien à peine toilé. Il fallait faire accepter que tout revienne comme avant, après des sacrifices consentis par la population laborieuse, alors qu'une minorité avait profité de la guerre pour s'enrichir. Cet objectif était à peine dissimulé dans les formulations du CNR. Dans un article intitulé « Les jours heureux du Conseil national de la Résistance », *L'Humanité* du 27 mai 2013 rappelle les objectifs de l'union des partis ouvriers et des formations gaullistes qui y étaient rassemblées :

« Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. »

Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale. »

Les mots « peuple » et « populaire », qui sont bien flous, visent à convaincre qu'il faut assurer la continuité de l'État et lui rendre son efficacité mise en cause par la défaite. Les différents partis et syndicats, et en particulier le PCF, allaient s'y atteler.

En même temps, il fallait remettre en état de fonctionnement l'industrie, les transports, etc. pour le compte des patrons. À la sortie de la guerre, la production était exsangue. Une grande partie de la population subissait les pénuries alimentaires, le manque de charbon pour se chauffer, alors que la dévaluation du franc à la fin 1945 rognait encore les revenus, provoquant des réactions dans la population ouvrière dès 1944. Le PCF et la CGT, sous l'autorité de Gaulle, se chargèrent du contrôle de la classe ouvrière, de lutter contre les grèves afin de rétablir la production.

Ils participèrent en particulier à la « bataille du

charbon », qui consistait à fixer comme objectif l'extraction de 100 000 tonnes par jour. La direction de la CGT dénonçait les grèves comme « l'arme des trusts ». Le dirigeant du PCF Maurice Thorez faisait même la morale aux mineurs parce qu'ils sortaient le dimanche soir et n'étaient pas en état d'assurer leurs heures de production, les accusant de laisser les femmes avec leurs enfants mourir de froid dans des appartements sans chauffage. Car, dès janvier 1945, les mineurs travaillaient aussi le dimanche. Les mineurs manquaient de tout. Le PCF, par l'intermédiaire du maire communiste de Lens Auguste Lecœur, et la CGT, par la voix de Benoît Frachon, épaulèrent le ministre socialiste Robert Lacoste, venu à la rencontre des mineurs du Nord-Pas de Calais le 17 septembre 1945, pour empêcher leur colère d'éclater et obtenir qu'ils se sacrifient. L'augmentation des décès par silicose des mineurs après guerre en témoigne. Quant au statut des mineurs promis, il ne fut accordé qu'en avril 1946.

C'est pour faire accepter ces sacrifices que la bourgeoisie et son État commencèrent à généraliser les systèmes d'assurance existants concernant les différents risques qui rendaient la vie des travailleurs particulièrement instable, la maladie, la vieillesse. Le volet familial avait, lui, pour but de favoriser la natalité. Cela permit à la bourgeoisie de maintenir de bas salaires.

La bourgeoisie a lâché quelques miettes pour relancer au plus vite ses usines alors qu'un certain nombre de grèves éclataient, bien que la combativité des travailleurs fût bridée par le PCF. La colère couvait. Alors, oui, « *la Sécurité Sociale est le fruit de ce compromis historique* », mais encore faut-il s'entendre sur les termes du compromis. Le NPA l'établit entre une bourgeoisie discréditée qui doit « *beaucoup lâcher pour ne pas tout perdre* » et un allié, le PCF, fort de sa participation à la « Résistance ». Pour nous, c'est une concession de la bourgeoisie, sur la base d'un rapport de force avec la classe ouvrière, trahie par ses propres organisations, pour lui faire accepter une exploitation sauvage permettant de rétablir les profits d'avant-guerre. En fin de compte, ce fut pour la bourgeoisie le prix à payer le plus bas pour acheter la paix sociale.

D'ailleurs la Sécurité sociale présente bien des limites. Le système mis en place était en grande partie supporté par les salariés eux-mêmes. Le mode de calcul des cotisations fit reposer le poids du système de santé sur les travailleurs les plus mal payés. Dès sa création, un plafond (actuellement de 3 129 euros) a été fixé. Certaines cotisations ne sont plus proportionnelles aux salaires sur la part des salaires au-dessus du plafond. Un ticket dit « modérateur » limitait

les remboursements. Les indemnités journalières maladie ou accident du travail représentaient seulement 50% du salaire! Quant aux retraites, peu de travailleurs pouvaient en profiter. Sur 2 200 000 retraités, 1 015 000 ne percevaient que l'allocation donnée aux vieux travailleurs salariés. Alors que les militants de la CGT-U, liés au Parti communiste, avaient milité dans les années 1920 contre le principe de la cotisation ouvrière, qu'ils réclamaient la gratuité des soins, des indemnités maladie égales au salaire et leur financement par des versements patronaux et de l'État (venant des budgets de la guerre et de la police), la CGT et le PCF présentaient désormais le système des cotisations sociales comme la panacée.

Le gouvernement n'imposa même pas une fusion des différentes caisses. Les commerçants, les professions libérales ou les agriculteurs gardèrent leurs caisses, refusant de payer pour les ouvriers! Il n'y eut pas non plus une unification des différents risques, ceux-ci furent gérés de façon séparée. Cela donna lieu à une administration complexe dans laquelle l'État fit une petite place à la CGT, qui pesait de tout son poids aux côtés du PCF pour que les travailleurs acceptent les sacrifices nécessaires à la reconstruction du pays, c'est-à-dire des grandes fortunes.

Considérer que la Sécurité sociale est une brèche dans la société capitaliste revient à dire que sans lutte de la classe ouvrière, sans révolution sociale qui renverse la classe dominante au pouvoir, les travailleurs peuvent obtenir des conquêtes sociales substantielles. S'il est vrai qu'en fonction de l'évolution du rapport de force entre les bourgeois et les travailleurs ces derniers peuvent conquérir des droits, cela n'introduit pas une dose de socialisme pour autant.

QUELLES REVENDICATIONS POUR ASSURER LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS?

Cette analyse conduit le NPA à définir son programme dans ces termes: « *Le programme consiste à étendre la place du salaire socialisé, là où il existe déjà (maladie, famille, retraite) à l'unifier dans une seule institution (intégrant le chômage) et à des prestations qui n'existent pas encore (compensation de la perte d'autonomie*

appelée souvent « dépendance », pré-salaire étudiant). » Et un peu plus loin: « *La lutte jusqu'au bout pour la défense et l'extension du salaire socialisé est l'un des éléments d'un programme de transition vers le socialisme, qui partant des aspirations des salariés débouche sur la nécessité de rompre avec le capitalisme.* » En parlant de salaire socialisé, le NPA ajoute à la part payée par le patronat, et qui rogne sur ses profits, celle qui est déduite du salaire des travailleurs, qu'elle conteste mais qui en 2010 représentait 12% des recettes correspondant aux cotisations sociales. Pourquoi défendre cette forme plutôt que de dire que c'est aux patrons de payer pour la sécurité des travailleurs? Le NPA donne une réponse à cette question, en disant que le salaire socialisé permettrait de cotiser en fonction de ses moyens et recevoir en fonction de ses besoins. Certes, des travailleurs particulièrement individualistes s'opposent à la mutualisation des frais de santé parce qu'ils considèrent qu'ils cotisent pour les autres. Mais la grande majorité des travailleurs sont conscients du fait qu'il n'y a qu'à travers la solidarité qu'ils rencontrent dans leurs entreprises ou dans leurs quartiers qu'ils peuvent tenir et se défendre. L'éducation politique contre le corporatisme, l'individualisme ou le nationalisme, abandonnée par la plupart des organisations ouvrières, fait partie des tâches des révolutionnaires. Cependant, le salaire socialisé n'est pas une expression de la solidarité entre les travailleurs, mais un système qui draine vers les caisses de l'État et d'une fraction du patronat des parties importantes de la richesse sociale produite par la classe ouvrière. Cela signifie défendre une intervention de l'État qui sert d'amortisseur social en période de crise face au chômage et, en période de prospérité, de régulateur du marché du travail en fixant les travailleurs sur une entreprise.

Le choix de défendre ce système d'assurance santé, les retraites basées sur le salaire socialisé, permet d'être aux côtés des bureaucraties syndicales qui se battent pour garder leur place, leur rôle dans la gestion des caisses, et qui sont devenues les complices des reculs successifs sur la Sécurité sociale.

2 mai 2014

Hollande et la « Françafrique » : une présence militaire accrue pour renforcer la domination impérialiste

En 2012, à peine élu, Hollande proclamait qu'avec lui « *le temps de la Françafrique est révolu* » ainsi que celui « *d'une diplomatie qui serait celle de nos intérêts économiques* ». Mais en janvier 2013 il se lançait dans une intervention militaire au Mali dont le but principal, derrière le paravent de la lutte contre le terrorisme islamique, était le maintien de l'ordre dans la région du Sud Sahel pour la défense des intérêts français, en particulier ceux d'Areva au Niger. Et en décembre 2013 l'armée française intervenait en Centrafrique pour tenter de mettre en place un régime suffisamment stable du point de vue des intérêts de l'impérialisme. Cette intervention n'a rien à voir avec la protection des populations contre les exactions commises par les différentes milices, qui ont toutes été soutenues à un moment ou un autre par la France. François Hollande se sentait particulièrement fier d'agir en gendarme de l'Afrique et de voir reconnaître son rôle par ses alliés américains et européens. Sa politique a contribué à renforcer la présence militaire dans ce que la France considère sa zone d'influence en Afrique, en faisant peser le poids de sa domination plus lourdement sur les populations.

Les interventions françaises en Afrique, bien que toutes annoncées comme devant être de courte durée, se prolongent car elles n'apportent ni stabilité, ni pacification. Dans le cas de la Centrafrique, l'intervention française n'empêche aucunement les massacres, car si les milices Séléka ont été désarmées, les autres ne l'ont pas été et continuent à tuer. La population se voit contrainte de fuir massivement vers des camps de réfugiés pour échapper aux exactions des diverses troupes armées. Quant à l'opération Serval au Mali, elle n'a pas mis fin au terrorisme ni aux menaces que celui-ci fait peser sur les populations. Loin d'avoir été éliminés, les groupes armés islamistes se sont repliés ailleurs, élargissant une nouvelle fois les zones de conflits.

Il faut tout le cynisme des hommes politiques, de gauche comme de droite, pour prétendre que les interventions françaises ont pour objectif de protéger les populations. Elles viennent en réalité à l'appui des régimes soumis aux intérêts

français et visent à défendre leur ordre politique, y compris les frontières datant de la colonisation. Elles tentent de maintenir une certaine stabilité politique. Mais le pillage économique auquel se livre l'impérialisme engendre une telle misère, un tel désespoir qu'aucune stabilité n'est possible.

Non seulement la Françafrique n'est pas morte, mais elle s'accompagne de plus en plus, pour les populations, de guerres et de massacres.

LA FRANÇAUFRIQUE, FILLE NATURELLE DE L'IMPÉRIALISME

Le terme de *Françafrique* est entré dans le vocabulaire politique pour définir les méthodes utilisées par les dirigeants politiques, les hommes d'affaires, les hauts gradés militaires français, différents services « spéciaux », dans cette partie du monde. Trafics en tout genre, corruption, assassinats, interventions militaires, aides aux coups d'État, jusqu'au soutien actif au génocide au Rwanda de 1994, les gouvernements français n'ont reculé devant aucune abjection. Mais ce qui se joue en Afrique n'est pas qu'une question de méthodes. La Françafrique n'est pas un dérapage lié à des hommes de l'ombre qui agissent depuis plus de cinquante ans en Afrique, même si ceux-ci sont particulièrement véreux et ressemblent bien à s'y méprendre à des malfrats. Derrière cet aspect scandaleux, il existe une réalité économique, la nécessité pour les grands groupes capitalistes de maintenir leur domination sur ce qu'ils considèrent comme leur zone d'influence. Au moment des indépendances dans les années 1960, la France était devenue un impérialisme de seconde zone. Les méthodes de la Françafrique servirent à préserver son pré carré et faire face à la concurrence des États-Unis, du Japon, voire d'autres grandes puissances comme la Chine, alors que sa puissance économique n'y suffisait pas. La nécessité de recourir à de telles méthodes est le signe d'une certaine impuissance, en même temps, celles-ci sont devenues indispensables à l'existence même du capitalisme français.

Depuis le 19^e siècle, la conquête de nouveaux marchés, et plus généralement de nouveaux territoires, est vitale pour le capitalisme de monopoles

et cela entraîna les grandes puissances impérialistes dans une course pour le partage du monde. Le capitalisme parvenu dans sa phase impérialiste rendait plus âpre et plus violente la concurrence entre les grands groupes capitalistes pour trouver des débouchés, des marchés et surtout exporter leurs capitaux. L'histoire du 20^e siècle n'a connu aucune trêve dans cette lutte acharnée entre impérialismes concurrents. Les différents impérialismes n'ont cessé de s'affronter par États interposés pour maintenir leurs zones d'influence ou en conquérir de nouvelles. Les deux guerres mondiales, issues de la lutte pour le repartage du monde, ont montré dans quels abîmes l'impérialisme peut plonger l'humanité. Cette concurrence continue à être une préoccupation fondamentale des grandes puissances. Entre 1945 et 1960, face aux mouvements contre l'oppression coloniale, les grandes puissances furent obligées d'accorder l'indépendance politique à leurs anciennes colonies. Mais cela ne les empêcha pas de chercher par tous les moyens à maintenir leur domination.

Pour la France, impérialisme de second rang, la conservation de sa mainmise sur ses anciennes colonies imposait de garder un contrôle direct sur ces nouveaux États indépendants et sur leur personnel politique dirigeant. Dans ce but, tout un système politique et économique semi-colonial se forma. De Gaulle, échaudé par les années de guerre en Algérie, choisit d'octroyer une indépendance formelle aux colonies françaises en Afrique. Partout où il le put, il fabriqua de toutes pièces des États fortement liés à la métropole pour les asservir aux intérêts de l'impérialisme français. Il commença par mettre à la tête de ces États « indépendants » des hommes qui faisaient partie du sérail politique français. Houphouët-Boigny avait été plusieurs fois député et même ministre délégué en 1956 dans le gouvernement de Guy Mollet qui décida d'envoyer les rappelés en Algérie, avant de devenir président de la Côte d'Ivoire. Léopold Sédar-Senghor, marié à Ginette Éboué attachée parlementaire au cabinet du ministre de la France d'outre-mer, avait été député, avant de devenir le président du Sénégal indépendant. Et quand ces hommes politiques n'existaient pas, des anciens militaires de l'armée coloniale française firent l'affaire, comme Bokassa devenu dictateur en Centrafrique en 1965, ou Eyadéma, ancien sergent de cette armée coloniale, qui imposa sa dictature au Togo de 1967 à 2005. En plus des liens entre les hommes de l'impérialisme français et les chefs d'État africains, partout où cela lui fut possible, l'État français maintenait sa présence militaire, formait et armait les nouvelles forces militaires africaines. Par le biais du franc CFA, l'impérialisme français gardait le contrôle économique de ces anciennes colonies. L'ensemble de

ce système était renforcé par des liens occultes, des relations de corruption dans les deux sens.

Grâce à cela, l'État français décide donc directement de la politique de la majorité des États africains de ses anciennes colonies depuis leur indépendance, fait et défait leurs gouvernements en fonction de leur fidélité aux « intérêts français », c'est-à-dire de leur capacité à préserver la mainmise des groupes capitalistes français sur le pétrole ou les richesses minières. Le pouvoir français, sans discontinuité depuis de Gaulle, a soutenu des dictatures, organisé des interventions militaires pour éviter les coups d'État jugés inopportuns ou pour fomenter ceux qu'il voulait. Tout cela en contrepartie d'une liberté quasi absolue des multinationales françaises dans les pays africains de sa zone d'influence.

DES RÉSEAUX MAFIEUX AU SERVICE DE LA DOMINATION FRANÇAISE

La Françafrique est une composante de l'État français. Dans la mesure où l'impérialisme français ne peut pas s'en passer, il en a fait un élément essentiel de la politique de ses différents gouvernements. Pour pouvoir coraquer ces dictatures, la France s'appuie sur des réseaux constitués d'hommes de l'ombre de l'appareil d'État, de hauts fonctionnaires, d'hommes de main, de mercenaires qui assurent les liens avec des dictateurs bourreaux de leurs peuples et corrompus. Face à la concurrence des autres impérialismes, l'existence de ces réseaux et de ces mœurs est indispensable pour maintenir ces États dans sa zone d'influence. Elle a abouti à l'existence de liens étroits noués entre les dictatures ou les régimes plus ou moins autoritaires de l'ex-empire colonial et nombre de dirigeants politiques et hauts fonctionnaires de l'État français. Chacun y trouve son compte : les dictateurs d'Afrique trouvent une protection et une reconnaissance diplomatique internationale, et l'impérialisme français des commandes, des marchés et une zone d'influence. Sans parler des petites retombées pour des clans et des hommes politiques, les dirigeants africains sachant être généreux avec l'argent extorqué à leurs peuples. Nombre de dictateurs africains ont pu, avec la protection de l'armée française, piller une petite partie des richesses de leur pays, pendant que les groupes français se taillaient la part du lion. Non seulement, ils ont pu placer leurs avoirs en Europe, mais aussi les utiliser pour soudoyer les hommes politiques de tout bord. Les liens qui unissent ainsi les dirigeants des grands groupes, les hommes politiques français et les chefs d'État africains ont un maillage extrêmement serré. La consanguinité est totale.

Ces rapports ont engendré une multitude

d'affaires de corruption, de scandales financiers, de trafics en tout genre. Il serait fastidieux d'en dresser l'inventaire, tant elles sont nombreuses. Une des plus médiatiques a été l'affaire Elf qui a éclaté en 1994, car son PDG de l'époque, Loïk le Floch-Prigent, a été condamné en 2003 à de la prison ferme pour détournement d'argent et corruption. L'affaire a été jugée mais le pillage du Gabon par Elf devenu Total se poursuit toujours. Et ce scandale dure depuis la décolonisation. En effet Omar Bongo, dictateur du Gabon mis en place en 1967 par la France, a toujours laissé le trust français piller le pétrole sans même que le gouvernement gabonais puisse savoir exactement les quantités extraites par la compagnie, en échange d'un soutien sans faille à son pouvoir. Aujourd'hui, c'est son fils, Ali Bongo, qui a repris les rênes du pouvoir pour poursuivre la même politique.

L'affaire dite des « biens mal acquis » implique plusieurs dirigeants africains, dont feu Omar Bongo, mais aussi des dirigeants du Congo-Brazzaville et de la Guinée équatoriale, qui sont accusés d'avoir accaparé des fortunes sur le dos de leur population et d'avoir placé leurs richesses en biens immobiliers somptueux en France. Dans cette affaire, outre les responsables politiques français, la Société générale est accusée d'avoir aidé, par le biais de filiales installées en Afrique, au transit de dizaines de millions d'euros, provenant de commissions perçues sur la vente de bois tropical par exemple pour le cas de la Guinée, vers les comptes personnels des familles de ces chefs d'État en Occident.

Aujourd'hui, si Foccart, l'homme de de Gaulle qui orchestra toute cette politique durant des années, est mort, si un fils Mitterrand, Jean-Christophe, baptisé en son temps Papamadi (papa m'a dit), n'est plus à la tête de la cellule africaine de l'Élysée, d'autres ont repris le flambeau. Lors du dernier remaniement ministériel, en avril dernier, le dictateur du Congo, Denis Sassou Nguesso, celui du Tchad, Idriss Déby Itho, et celui du Niger, Mahamadou Issoufou, sont intervenus personnellement pour réclamer le maintien du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian. Ces réseaux s'appuient sur des généraux qui maîtrisent de très près la politique des États africains soumis aux intérêts français. Et ce n'est pas une nouveauté. En Centrafrique, par exemple, les intérêts de la France ont longtemps été représentés par le colonel Mansion. Après la chute de Bokassa, organisée par la France, il s'installa à Bangui, officiellement pour garantir la protection du nouveau président choisi par la France, en réalité pour devenir le « vice-roi de Bangui », comme certains l'ont appelé. Responsable de la garde présidentielle centrafricaine, il s'est occupé directement de pourchasser l'opposition et avait la main sur

les affaires économiques. Le ministre actuel des Affaires étrangères, Laurent Fabius, s'appuie sur des hommes d'affaires, dont son fils Thomas, impliqué dans une affaire de corruption au Mali. L'annuaire des hommes de la Françafrique est épais. Des hommes politiques de droite comme Juppé, Villepin, Balkany, ont succédé à Foccart ou Pasqua. À gauche, après Mitterrand père et fils, ce sont Fabius, Le Drian ou des politiciens socialistes moins connus, comme le sénateur du Loir-et-Cher Jeanny Lorgeoux, qui s'activent pour faire vivre les réseaux. Sans oublier des inclassables comme Kouchner.

Les réseaux de la Françafrique relient aussi des dictateurs africains à des avocats. Il y a quelques années à peine, l'avocat Robert Bourgi avait défrayé la chronique en racontant comment il transmettait des dizaines de millions d'euros provenant des dictateurs africains sur les comptes des partis politiques, en particulier pour Chirac et Villepin. Aujourd'hui, les avocats Jean-Pierre Mignard, ami de Hollande, Gilles-Jean Portejoie, qui défend actuellement le fils du dictateur du Togo, Eyadéma, ou encore Pierre-Olivier Sur, qui défend le fils de l'ancien président du Sénégal, forment un des réseaux de la Françafrique. Et il faudrait encore citer les mercenaires comme Bob Denard, ou plus récemment Paul Barril des services secrets français, toujours en vie et particulièrement actif dans les années 1990 au Rwanda.

Les rapports opaques et mafieux entre le monde politique, financier et militaire français et les dictateurs africains n'ont pas cessé depuis cinquante ans. Mais les affaires de corruption des politiques ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Car, finalement, les sommes impliquées dans les affaires mafieuses de la Françafrique, arrosant au passage de hauts dignitaires de l'État français ou servant à financer des campagnes électorales, ne sont que la mousse des choses, des pourboires concédés par les grands trusts afin que le système tourne. Les liens entre l'impérialisme français et ses anciennes colonies reposent sur des intérêts bien plus profonds, qui concernent la bourgeoisie française elle-même, et pas seulement ses serviteurs politiques. Tout le système fonctionne pour que les dirigeants et actionnaires de ces grandes sociétés puissent continuer à dépouiller l'Afrique, à maintenir ses peuples dans les bidonvilles de la misère, pendant que les milliards gagnés sur leurs richesses naturelles sont rapatriés.

LES INTÉRÊTS CAPITALISTES FRANÇAIS EN AFRIQUE

Les richesses arrachées à l'Afrique continuent à être le socle de bien des fortunes de dynasties

capitalistes françaises comme Bolloré, Bouygues, Michelin ou Pinault, de grandes entreprises du CAC 40 comme Total, Areva, Air France, Vinci et de banques comme la BNP, la Société générale ou le Crédit du Nord, sans parler des marchands d'armes. Tous poursuivent le pillage de l'Afrique en s'appuyant sur l'ordre impérialiste mis en place et surveillé de près par l'État français.

L'exploitation des matières premières de l'Afrique reste une manne pour ces grands groupes. Au premier plan, on trouve Total, issu de la fusion entre Totalfina et Elf, créé par de Gaulle pour profiter du pétrole africain. Ses quelque dix milliards de profits annuels en moyenne n'existeraient pas sans le pétrole africain et sans liens solides avec l'État français et les dictateurs africains. Non seulement Total pompe les richesses des pays du pré carré français depuis plus de cinquante ans, mais il a étendu ses tentacules à d'autres pays comme l'Angola, le Soudan. Et cela est loin d'être fini puisque tous les experts s'entendent sur l'existence d'énormes gisements non exploités de pétrole et de gaz au Ghana, en Tanzanie, au Mozambique, en Ouganda. Le pillage de l'or noir africain et les réseaux de la « pompe-Afrique » ne sont pas près de disparaître.

En bonne position dans ce palmarès des pilleurs, figure Areva, détenu à 87% par l'État français. Depuis les années 1960, le Niger a été forcé de passer des accords avec la France pour l'exploitation de son uranium, indispensable à l'énergie nucléaire. L'uranium représente 70% des exportations du Niger, mais il ne contribue que pour 5% au budget du pays. Areva tire depuis des dizaines d'années d'énormes bénéfices de cette exploitation. Son chiffre d'affaires en 2012 s'élevait à 9,3 milliards d'euros, soit près du double du PIB du Niger.

Et il faudrait citer aussi l'exploitation du coton en Afrique. Cette culture, imposée par l'État français dans de nombreuses colonies, a fait la fortune de différents capitalistes français, dont en son temps le roi du textile, Boussac. C'est une entreprise publique, la CFDT (Compagnie française pour le développement des fibres textiles) qui organisa dans les années 1920 le développement de cette culture et eut longtemps le monopole de la fourniture d'engrais et de semences comme celui de la commercialisation de la récolte. Malgré les indépendances, ce groupe a perduré sous différents noms jusqu'à aujourd'hui, en continuant à profiter de la culture du coton en Afrique, pour finir par être privatisé en 2010 et devenir Géocoton, au plus grand profit de ses nouveaux actionnaires.

Il faudrait ajouter la famille Rougier, qui s'occupe de l'exploitation des bois tropicaux au Gabon, au Cameroun et au Congo entre autres.

Aujourd'hui, les Rougier possèdent deux millions d'hectares de concessions forestières en Afrique et sept usines de transformation. Leurs liens avec les dictateurs, en particulier les Bongo au Gabon, leur ont permis d'imposer la fin du monopole étatique sur la commercialisation du bois, autant dire d'ouvrir la curée sur ce commerce et sur la dévastation de la forêt tropicale africaine.

Mais l'impérialisme français ne se contente pas de piller les richesses naturelles ou agricoles du continent. Il utilise sa position dominante sur les États pour mettre leur économie en coupe réglée. Bien peu d'Africains ont accès à l'eau courante et, même dans les villes, les coupures d'eau se sont multipliées avec la privatisation des réseaux. Mais s'il en est un qui sait transformer l'eau en or, c'est Bouygues, qui détient, par des filiales, une grande partie des réseaux de distribution d'eau au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Bouygues est aussi présent dans l'exploitation du réseau électrique ivoirien et du gaz au large d'Abidjan. À travers un consortium avec ses concurrents Bolloré et Maersk, il a construit le deuxième terminal conteneurs du port d'Abidjan. Mais il étend ses tentacules dans bien d'autres pays comme le Cameroun, le Gabon, le Congo où il a construit 450 km de lignes électriques, et cherche à pénétrer en Guinée. Toujours en Côte d'Ivoire, pour sept millions de personnes, le téléphone c'est Orange. C'est aussi le cas dans dix-huit pays, parmi lesquels l'Égypte, le Maroc, le Sénégal, le Cameroun, l'Afrique du Sud. Une grande partie du système bancaire en Côte d'Ivoire est aux mains de la Société générale, du Crédit agricole, de la BNP et du Crédit lyonnais. Carrefour s'arroge de grandes parts de la distribution au Cameroun, au Congo, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Ghana, au Nigeria et au Sénégal.

Ces groupes se sont taillé des empires grâce aux privatisations imposées par le FMI et aux marchés passés avec les États africains. Mais dans ce domaine l'emprise de Bolloré, surnommé « le dernier empereur africain », est sans égale. Il a profité de l'exploitation des plantations, héritage de l'époque coloniale toujours lucratif. En 2010, le rapport financier de son groupe signalait que les résultats étaient particulièrement bons, en particulier grâce à l'excellente santé du secteur plantation. Après avoir bien exploité, entre autres, le filon du cacao et du caoutchouc, il a obtenu lors des privatisations la concession de Sitarail, la compagnie exploitant l'axe ferroviaire de Ouagadougou à Abidjan. Il a d'ailleurs fait de même au Cameroun avec la société ferroviaire Camrail. Une fois à la tête des chemins de fer, Bolloré a systématiquement développé le trafic des marchandises au détriment des voyageurs. Après les trains, il a étendu son contrôle sur les ports. Fort

de ses relations avec Laurent Gbagbo, Bolloré a ainsi obtenu la concession du port d'Abidjan, puis celle du port de Douala grâce au président camerounais Paul Biya. Il possède aussi une trentaine de concessions portuaires, ferroviaires, fluviales en Afrique et la quasi-exclusivité des concessions des ports du golfe de Guinée, de Conakry en Guinée à Pointe-Noire au Congo Brazzaville. Cette mainmise sur la chaîne de transport permet au groupe Bolloré d'étendre son contrôle sur l'acheminement de nombreuses matières premières comme le bois, le cacao, le coton, l'huile de palme, le caoutchouc, le café et de nombreux minerais depuis le cœur de l'Afrique. « *Qui tient les grues, tient le continent* », expliquait un ancien cadre de l'entreprise en 2006. C'est pour cela qu'on peut parler d'« empire Bolloré » en Afrique, d'une puissance économique bien plus importante que celle de n'importe quel chef d'État africain. Et un empire prospère de surcroît car, si un quart de son chiffre d'affaires est réalisé en Afrique, le continent représente 80 % de ses profits.

Loin d'être sur le déclin, l'emprise de l'impérialisme français et le pillage systématique des populations se poursuivent. Lors du sommet France-Afrique de décembre 2013, François Hollande affirmait : « *La France doit doubler ses échanges avec l'Afrique.* » Joignant les actes aux paroles, il décidait la création d'une fondation franco-africaine pour développer le partenariat entre le public et le privé. L'argent public français allait donc servir à aider des groupes capitalistes français à exploiter les travailleurs africains et à piller les richesses de ce continent. Ce n'est pas une nouveauté car il existe ainsi un certain nombre d'établissements publics dont le but est de favoriser l'implantation d'entreprises à l'étranger. Parmi eux, Ubifrance, qui a su profiter du sommet économique évoqué ci-dessus pour ouvrir des bureaux au Sénégal, au Ghana, au Kenya, a longtemps été dirigé par une certaine Véronique Bédague-Hamilius, devenue un actuel bras droit de Valls à Matignon.

Dans la même veine du rôle de l'argent public au service des groupes capitalistes, notons le développement des partenariats public privé (PPP). Le groupe Bolloré put ainsi, après la signature d'un PPP avec le gouvernement congolais, acquérir la concession du terminal à conteneurs du port autonome de Pointe-Noire, pour vingt-sept ans. Et le 10 février dernier c'est Jean-Yves Le Drian en personne qui vint visiter ce nouveau trésor de Bolloré. Eiffage aussi a su profiter des PPP, en construisant les trente kilomètres d'une autoroute Dakar-Diamniadio au Sénégal, dont les péages pour les usagers rempliront encore ses coffres. Quant à Bouygues, il construit un pont à péage à Abidjan.

La guerre est aussi une source d'enrichissement pour les groupes impérialistes. Dans un article récent du journal *Les Échos*, il était question d'un contrat de 34,7 millions d'euros décroché par Thales et la société Razel-Bec (filiale du groupe Fayat, quatrième entreprise française du BTP) pour la réalisation d'infrastructures dans le cadre de la Minusma, la mission des Nations unies au Mali, qui sert de couverture à l'intervention française. L'ONU ne négociant jamais avec les entreprises privées, seulement avec les États, le gouvernement de Fillon a mis en place France expertise internationale (FEI), une structure rattachée au ministère des Affaires étrangères, pour décrocher des contrats pour les entreprises privées françaises. Et cela s'apparente à de l'aide au développement ! Cyrille Pierre, le directeur de la FEI, a été accueilli pour ses bons et loyaux services auprès des patrons par la nouvelle équipe Valls en avril 2014. Pour servir les intérêts de la bourgeoisie française, rien ne vaut des hommes d'expérience.

L'ÉTAT, LE BRAS ARMÉ DE L'IMPÉRIALISME

Ce sont les intérêts de ces grands groupes qui dictent la politique de l'État français en Afrique, comme toute sa politique d'ailleurs. Et ces intérêts nécessitent depuis des décennies que l'armée française intervienne en Afrique. Sans revenir sur les massacres subis par les populations en lutte pour leur indépendance à Madagascar, au Cameroun ou en Algérie, l'armée française n'a pas cessé de provoquer des conflits et des guerres. Elle a été partie prenante de la guerre au Biafra, qui a fait deux millions de morts, des multiples guerres au Congo ex-Zaïre. Elle est intervenue directement au Tchad, au Congo-Brazzaville, au Niger, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique à plusieurs reprises, pour défendre un dictateur en place contre des révoltes, ou pour en remplacer un par un autre plus servile. Et parfois les militaires français interviennent directement pour protéger le pillage des richesses par les trusts, comme elle l'a fait pour les sites d'Areva au Niger.

Les troupes françaises sont présentes sur place comme gendarmes de l'ordre impérialiste. L'objectif principal est de tenter de maintenir une stabilité politique dans la zone d'influence française. Mais c'est l'impérialisme lui-même qui engendre l'instabilité politique et sociale par le pillage et la misère auxquels il soumet le monde entier. C'est la domination impérialiste qui porte la grande responsabilité de la situation de violences et de conflits subie par les populations africaines.

Au Rwanda, en 1994, les milices et les soldats qui ont assassiné 800 000 personnes en cent jours avaient été formés et armés par la France

qui soutenait le régime organisateur du génocide, afin de défendre la position française contre la concurrence d'autres impérialismes. En Centrafrique, en 2012, c'est avec l'accord de la France que les milices de la Séléka ont renversé François Bozizé, jugé trop indépendant. Michel Djotodia, arrivé au pouvoir après ce coup d'État, n'était qu'un dictateur de faible envergure et ces mêmes milices qui l'avaient porté au pouvoir ont continué à mettre le pays à feu et à sang. C'est pour tenter de mettre en place un régime plus apte à défendre ses intérêts que la France est intervenue une nouvelle fois en Centrafrique. Mais cette intervention a favorisé les milices anti-balaka, adversaires de celles de Djotodia, qui massacrent désormais la population musulmane sous les yeux de l'armée française. Hollande fait des discours sur la protection des populations, mais la France est la principale coupable de la situation de misère dans laquelle vit la population centrafricaine et des massacres actuels fomentés par des troupes armées qu'elle a contribué à faire naître.

Partout en Afrique, la présence de l'armée française engendre le chaos. Chaque intervention militaire engendre de nouveaux conflits, de nouvelles zones de tension, de nouveaux déplacements de populations et de nouveaux massacres. Sans revenir dans le détail sur l'intervention

militaire au Mali, il faut rappeler que les groupes armés islamistes qui se sont développés et ont fini par occuper la moitié nord du pays, avaient été largement renforcés par la situation anarchique créée suite au renversement de Kadhafi, en Libye, par une coalition occidentale. Toute la région saharienne s'est retrouvée ébranlée par la présence massive de mercenaires dont les armes proviennent en grande partie de la France. L'intervention au Mali a repoussé les terroristes dans le Sahara. Mais, du coup, les dangers de conflits continuent à exister de la Mauritanie au Tchad en passant par le Niger.

La domination de l'impérialisme crée le désastre sur toute la planète. Le pillage des richesses naturelles et l'oppression des populations sont poussés à un tel niveau que la population subit à travers tout le continent non seulement la misère, mais aussi des violences issues des bandes armées. Derrière tous ces conflits, derrière le développement des guerres ethniques, derrière les exactions des bandes armées, on trouve les intérêts des trusts du diamant, du pétrole, des minerais divers, ceux des bois tropicaux, etc. Et c'est pour la défense de leurs profits, c'est pour maintenir la domination de l'impérialisme, qu'un continent entier est enfoncé dans la barbarie.

5 mai 2014

Élection des députés au Parlement européen des 24 et 25 mai 2014 - Île-de-France

Lutte Ouvrière

Faire entendre le camp des travailleurs

**Nathalie
Arthaud**

Enseignante



**Jean-Pierre
Mercier**

**Ouvrier
dans l'automobile**

Les Européennes offrent aux classes populaires une nouvelle occasion pour désavouer la politique de Hollande et de son nouveau gouvernement de combat contre les travailleurs.

Il ne faut pas laisser les politiciens de droite et d'extrême droite tirer profit du discrédit du PS.

Seul le vote Lutte Ouvrière permet de les rejeter tous en affirmant que l'adversaire du monde du travail est la grande bourgeoisie.

Seul ce vote permet de dénoncer l'ordre social capitaliste qui enfonce l'Europe, une des régions pourtant les plus riches du monde, dans la crise, le chômage, les bas salaires et la régression sociale.

Seul ce vote affirme l'union nécessaire des travailleurs d'Europe contre leurs gouvernements.

Avec nous, affirmez, contre la dictature des financiers, les exigences des travailleurs :

- Interdiction des licenciements, répartition du travail entre tous sans baisse de salaire.
- Augmentation des salaires et des retraites et leur indexation sur l'inflation.
- Transparence sur les comptes de la bourgeoisie et sur ceux des entreprises.

Les gouvernants ont construit l'Union européenne dans l'intérêt de la bourgeoisie. Elle est à l'image du capitalisme : inégalitaire, gangrenée par la spéculation et la concurrence, menacée d'éclatement. Mais les États nationaux sont tout autant entre les mains de nos ennemis de classe. Les travailleurs des 28 pays de l'UE ont à se battre contre l'exploitation.

Avec nous, affirmez contre le nationalisme des exploiters, l'internationalisme des exploités :

- Contre les restrictions à la liberté de circuler, la chasse aux étrangers, l'oppression des minorités et les préjugés xénophobes et racistes,
- Pour affirmer que les travailleurs d'Europe, originaires du monde entier, constituent une seule et même classe sociale,
- Pour rejeter les partis bourgeois et l'ordre capitaliste,
- Pour affirmer que l'action collective consciente de la classe ouvrière, à l'échelle internationale, débarrassera la société de l'exploitation.

Votez Lutte Ouvrière.

**Aidez-nous à faire entendre le camp des travailleurs,
à populariser ses exigences et à affirmer les perspectives communistes !**

Arlette Laguiller

**Pour stopper
la montée
du chômage
et de la pauvreté :**

- interdire
les licenciements
- répartir le travail
entre tous
sans perte de salaire.

**Faites entendre
le camp
des travailleurs,
votez Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**Contre
la dictature
des financiers
sur les peuples,
pour l'unité
des travailleurs
d'Europe,
votez
Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**Travailleurs
de tous
les pays,
unissons-nous !**

**Pour faire
entendre
le camp
des travailleurs,
votez
Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**Pour
sanctionner
le gouvernement
de gauche
et rejeter
la droite et
l'extrême droite
votez
Lutte Ouvrière**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**La dette,
c'est leur dette,
pas la nôtre !**

- Pas touche à**
- nos salaires,
 - nos retraites,
 - nos emplois,
 - nos droits.

**Faites entendre
le camp
des travailleurs,
votez Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**Augmentation
générale
des salaires
et des pensions,
avec indexation
automatique
sur les hausses
de prix.**

**Faites entendre
le camp
des travailleurs,
votez Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**Contre le contrôle
des actionnaires
sur les entreprises,
imposer
le contrôle des
travailleurs et des
consommateurs.**

**Faites entendre
le camp
des travailleurs,
votez Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**Contre le
capitalisme
qui plonge
l'Europe
dans la crise.**

**Faites entendre
le camp
des travailleurs,
votez Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**Nos adversaires
ne sont pas
en dehors
des frontières.**

**C'est la classe
capitaliste,
qui mène la guerre
au monde du travail.**

**Faites entendre
le camp
des travailleurs,
votez Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**Contre
la bourgeoisie
et ses
serviteurs
politiques.**

**Faites entendre
le camp
des travailleurs,
votez Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

**Contre
le pouvoir
de la finance
sur l'Europe**

**Faites
entendre
le camp
des travailleurs,
votez
Lutte Ouvrière.**

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75885 Paris Cedex 18 - www.lutte-ouvriere.org

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

(Texte des exposés faits au Théâtre de la Mutualité à Paris et à l'Espace Paris-Est à Montreuil)

Afrique

- **Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

Moyen-Orient

- **L'Iran après plus de trente ans de régime islamique** (n° 119, 19 mars 2010)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)
- **Liban : une création du colonialisme français dans un Moyen-Orient divisé par l'impérialisme** (n° 99, 16 juin 2005)

Europe

- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Italie : la classe ouvrière face au gouvernement Berlusconi... et à la politique des partis de gauche qui lui ont ouvert la voie** (n° 127, 7 octobre 2011)
- **Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ?** (n° 122, 19 novembre 2010)
- **Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui** (n° 103, 28 avril 2006)

Russie

- **50 ans après la mort de Staline, 15 ans après la perestroïka, 11 ans après la disparition de l'URSS, où va la Russie ?** (n° 93, 25 avril 2003)

Amérique

- **Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)

Asie

- **Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)



- **L'Égypte entre deux dictatures et les leçons des mouvements du « printemps arabe »** (n° 134, 22 novembre 2013)

- **Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme**

Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

- On en parle...

- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n° 126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **Sport, capitalisme et nationalismes** (n° 120, 18 juin 2010)
- **La décroissance : faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)
- **La crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques** (n° 116, 14 octobre 2009)

France

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande

en joignant 5 timbres à 0,63 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Librairies où *lutte de classe* est en vente

FRANCE

■ PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
Paris 5^e
La Brèche
27, rue Taine
Paris 12^e

■ ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

■ ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

■ ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

■ ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

■ BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

■ BOURGES

« La Plume du Sarthate »
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

■ BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

■ CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

■ DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

■ DOLE

Librairie Helmer
33, Grand-Rue

■ GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

■ GRENOBLE

Tabac-presse La Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse « Le Berriat »
97, cours Berriat

■ IVRY-SUR-SEINE

Librairie « Envie de lire »
16, rue Gabriel-Péri

■ LA ROCHELLE

Librairie « Les Saisons »
21, rue Saint-Nicolas

■ LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

■ MARSEILLE

Librairie « L'Odeur du Temps »
35, rue Pavillon
Marseille 1^{er}

■ NANTES

Librairie « Vent d'Ouest »
5, place du Bon-Pasteur

■ RENNES

Tabac-presse « La Civette »
(Centre commercial des Longs
Champs)

■ ROUEN

Mag Presse
Rue Saint-Sever

■ SAINT-BRIEUC

Maison de la presse Agora
13, rue Saint-Guillaume

■ STRASBOURG

Tabac-presse de l'Esplanade
1, avenue du Général-de-Gaulle

■ TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

■ VALENCE

Librairie « Notre temps »
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

■ POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match
Grand Camp

LA DOMINIQUE

■ ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

■ PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

■ BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a
Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

■ BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxell es

POLOGNE

■ VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

■ GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *LUTTE DE CLASSE* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à *LUTTE OUVRIÈRE*.

Lisez la presse révolutionnaire

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste

En vente chaque semaine dans les kiosques - Prix : 1 €

Abonnements :

France - DOM TOM : six mois : 18 € ; un an : 35 €

Autres pays, par avion, sous pli fermé : nous consulter

Versements à LUTTE OUVRIÈRE

CCP PARIS 26 274 60 R

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union Africaine des Travailleurs
Communistes Internationalistes

P.A.T. - BP 42

92114 Clichy Cedex

GUADELOUPE
MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste – Guadeloupe - Martinique

Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € - Pli ouvert : 23 €

Guadeloupe Combat Ouvrier

M. Philippe Anaïs - 1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 Goyave

Martinique Combat Ouvrier

Louis Maugée - BP 821 - 97258 Fort-de-France CEDEX

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste

publié par l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI)

vdtravailleurs@yahoo.fr - BP 2074 - Port-au-Prince - Haïti

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste américain

Abonnement : par avion, sous pli fermé

USA, Canada, Mexique : six mois : 13 \$ - un an : 26 \$

Autres pays : 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$

PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203

Revue trimestrielle publiée par *The Spark*

Abonnement : par avion, sous pli fermé

USA, Canada, Mexique : un an (4 numéros) : 16 \$

Autres pays : un an (4 numéros) : 25 \$

Adresse : PO box 13064, Baltimore, Maryland 21203

GRANDE-
BRETAGNE



Trimestriel

publié par Workers' Fight

BM ICLC - London WC1N 3XX

Abonnement 1 an : GB £8 - Reste de l'Europe : £10



Mensuel

Abonnement : écrire à la boîte postale

ITALIE



Mensuel du Cercle Ouvrier Communiste

Via Luigi Ademollo 5/B - 57124 Livorno - Italia

Abonnement 1 an : 12 €

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)

Mensuel trotskyste turc

Correspondance : BM ICLC - LONDON WC1N 3XX

www.sinifmucadelesi.net

ALLEMAGNE



Das rote Tuch

Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter

Abonnement un an : Allemagne 11 €, autres pays 15 €

Correspondance :

Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 Essen

www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrero@yahoo.es

apartado de correos

10210 - Sevilla

